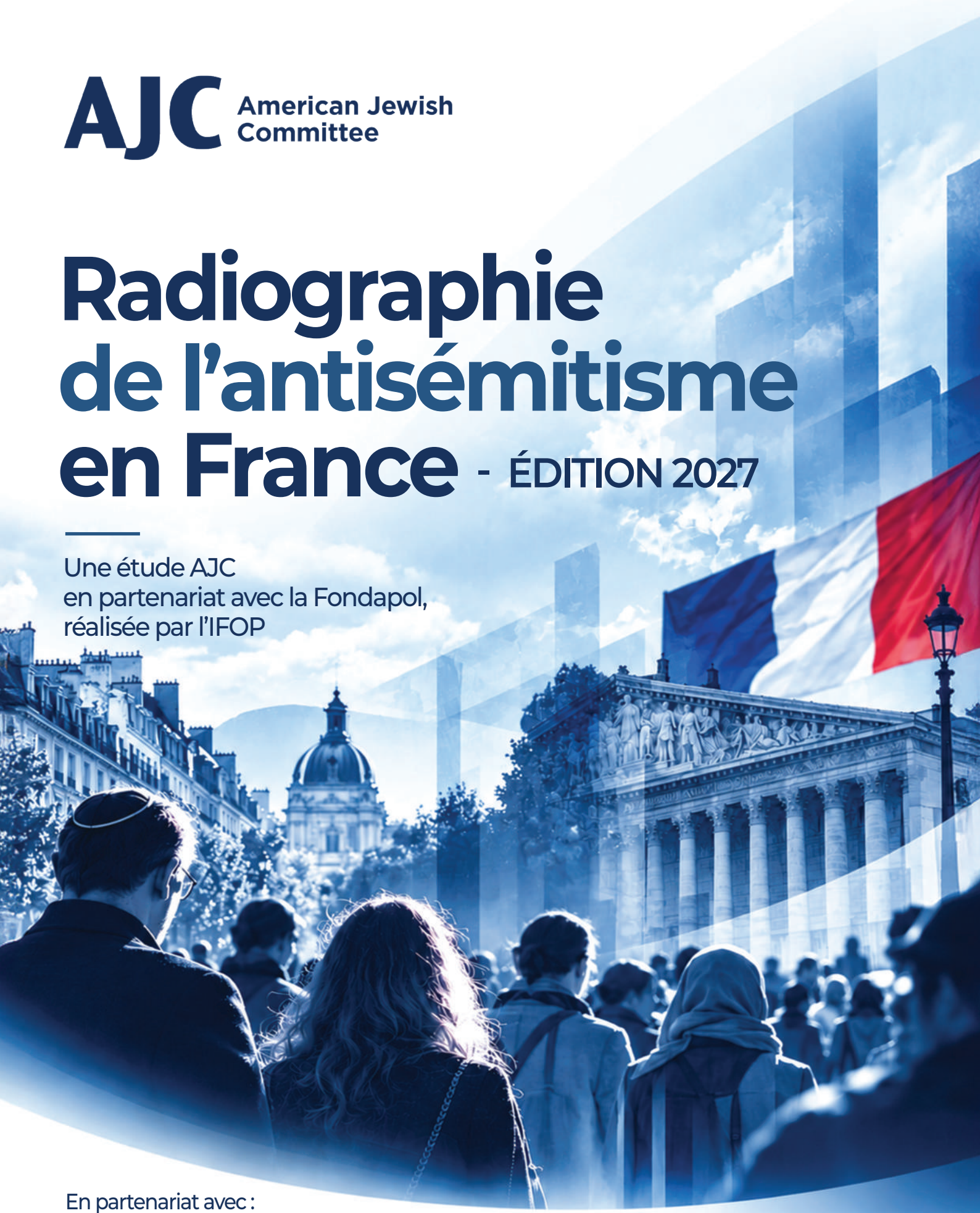
AJC American Jewish Committee

Radiographie de l'antisémitisme en France - ÉDITION 2027

Une étude AJC
en partenariat avec la Fondapol,
réalisée par l'IFOP



En partenariat avec :

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

ifop

AJC American Jewish Committee

Radiographie de l'antisémitisme en France - ÉDITION 2027

Une étude AJC
en partenariat avec la Fondapol,
réalisée par l'IFOP

En partenariat avec :

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

ifop

Radiographie de l'antisémitisme en France - ÉDITION 2027

PRODUCTION

AJC :
Valérie Maupas, directrice de la communication
Sarah Perez-Pariente, directrice associée, AJC Paris
Anne-Sophie Sebban-Bécache, Vice-Présidente Europe

Fondapol :
Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondapol

IFOP :
Pôle Opinion et Stratégies d'entreprise
Frédéric Dabi, directeur général
Léo Major, chargé d'études
Mathilde Tchounikine, cheffe de groupe

COMMUNICATION

AJC :
Valérie Maupas, directrice de la communication
maupasv@ajc.org

RÉDACTION

IFOP :
Léo Major, Mathilde Tchounikine

AJC :
Sarah Perez-Pariente, Anne-Sophie Sebban-Bécache

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien Rémy

IMPRESSION

Galaxy Imprimeurs

PARUTION

Novembre 2026

Retrouvez notre enquête sur notre site : www.ajcfrance.com

Sommaire

ÉDITO 7

INTRODUCTION 9

I. L'ANTISÉMITISME : UN PHÉNOMÈNE DURABLE ET ANCRÉ 11

1) L'augmentation perçue depuis le 7 octobre ne se résorbe pas 11

2) Des préjugés antisémites toujours aussi persistants 11

3) Des jeunes sensibles aux discriminations… mais aussi plus perméables à l'antisémitisme 13

4) Chez les Français de confession musulmane : une conscience de l'antisémitisme couplée à un antisémitisme alimenté par l'antisionisme 14

II. DE NOUVELLES FRONTIÈRES POLITIQUES : LA PERSISTANCE D'UN ANTISÉMITISME D'EXTRÊME DROITE, SON ENRACINEMENT À L'EXTRÊME GAUCHE 15

1) Dans l'opinion, extrême droite et extrême gauche sont désormais perçues à égalité comme des sources de l'antisémitisme 16

2) Jean-Luc Mélenchon est perçu comme le premier responsable politique de la montée de l'antisémitisme 17

3) Un antisémitisme protéiforme : un antisémitisme de préjugés à l'extrême droite ; un antisémitisme alimenté par l'antisionisme à l'extrême gauche 18

III. LA HAINE D'ISRAËL, VECTEUR DE LÉGITIMATION DE L'ANTISÉMITISME CONTEMPORAIN 21

1) Une guerre au Moyen-Orient dont les Français se tiennent à distance, mais aux répercussions directes sur l'antisémitisme en France 21

2) Le rejet d'Israël, première cause de l'antisémitisme, se répercute sur les Français juifs 22

IV. LE MODÈLE RÉPUBLICAIN EN DANGER ? DES FRANÇAIS DE CONFESSION JUIVE ANXIEUX FACE À UNE SOCIÉTÉ « ESSENTIALISANTE » QUI NE LES PROTÈGE PLUS 24

1) Un antisémitisme persistant qui touche toutes les sphères du quotidien 24

2) Justice et politique : un système qui ne protège plus 26

3) Les conséquences de la persistance de l'antisémitisme : repli identitaire et départ 27

V. ENTRE PRISE DE CONSCIENCE ET DÉNI DU PHÉNOMÈNE : LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE 28

1) Un phénomène visible, reconnu et inquiétant… 28

2) … mais une mobilisation sociétale en recul 29

3) Face à l'antisémitisme, une exigence de justice 31

CONCLUSION 32

Édito



Il est des moments où les chiffres cessent d'être seulement des chiffres. Où documenter ne suffit plus. Où l'alerte devient urgente. Cette année, notre Radiographie de l'antisémitisme en France sonne comme un ultime avertissement.

À quelques mois d'une présidentielle décisive, ses résultats le confirment : la progression de l'antisémitisme depuis le début des années 2000 n'était pas un phénomène isolé. Elle était le symptôme d'une fragilisation de notre société et de ses repères démocratiques. En 2027, à l'ancrage de l'antisémitisme au sein de la société française, à son explosion depuis le 7 octobre et à sa banalisation répond une France fracturée, polarisée, vulnérable.

Depuis 2014, l'American Jewish Committee et la Fondapol mesurent pour comprendre, alertent pour agir. Pour protéger les Français juifs, mais aussi rappeler que l'antisémitisme n'est jamais uniquement l'affaire des Juifs. Nos Radiographies ont accompagné les soubresauts de la France : Gilets jaunes, Covid et complotisme, désinformation, haine en ligne, radicalités. Elles apparaissent comme le sismographe de fractures qui dépassent l'antisémitisme sans jamais lui être tout à fait étrangères : l'antisémitisme se nourrit de la toxicité d'une époque. Les pillages du 17 octobre puis l'attentat terroriste raciste de Trappes ont ouvert une fracture plus brutale encore. La violence politique et identitaire n'est plus une hypothèse. L'histoire nous l'a appris : lorsque les digues qui contiennent l'antisémitisme cèdent, ce sont rarement les seules qui cèdent.

L'édition 2027 le confirme : le 7 octobre 2023 aura moins été une rupture qu'une terrible accélération. La haine d'Israël était déjà le principal vecteur de l'antisémitisme. Elle se confond aujourd'hui avec lui, donnant à une haine ancienne un langage contemporain et, plus inquiétant, une justification politique et morale.

Le boycott l'illustre avec force. Quatre Français sur dix jugent acceptable d'exclure des événements des personnalités juives soupçonnées d'être pro-israéliennes ; moins d'un sur deux y voit de l'antisémitisme. Basculement vertigineux aux conséquences encore incalculables : la discrimination faite aux Juifs en raison de leur lien réel ou supposé avec Israël peut désormais se parer d'une légitimité politique. C'est un permis à exclure.

Les lignes politiques bougent aussi. Le rejet de l'extrême gauche, déjà massif parmi les Français juifs après le 7 octobre, s'étend à une défiance plus large envers la gauche. L'adhésion aux préjugés antisémites se confirme parmi les sympathisants de La France insoumise, tandis que l'opinion prend davantage conscience du rôle de l'extrême gauche dans la progression de l'antisémitisme.

L'enseignement le plus douloureux est ailleurs. L'espace des possibles semble se rétrécir autour des Français juifs. Au quotidien, l'évitement devient invisibilisation. L'espace politique et républicain se rétrécit lui aussi : la justice rassure moins, les institutions se fragilisent, aucun candidat ne s'impose comme un véritable rempart et l'élection de Jean-Luc Mélenchon pourrait conduire une majorité d'entre eux à quitter le pays.

Dans une démocratie, nul ne devrait se demander, à la veille d'une élection, si son pays sera encore le sien au lendemain du scrutin. Car ce n'est plus seulement la sécurité des Français juifs qui est en jeu. C'est leur confiance dans la promesse républicaine elle-même.

Pourtant, rien n'est écrit. La société française voit l'antisémitisme et sait qu'il concerne tous les Français. Notre responsabilité est d'empêcher que cette lucidité ne devienne résignation.

À travers cette Radiographie, c'est un ultime avertissement que nous lançons. Pour qu'il soit encore possible d'agir.

À l'approche de la présidentielle, reste à savoir quelle France construire. Une France où les Juifs doutent de leur avenir doit s'interroger sur le sien.

En 2027, plus que jamais, ces mots ont un sens : l'avenir des Français juifs en France est aussi celui de la France.

Anne-Sophie Sebban-Bécache,
Vice-Présidente Europe, American Jewish Committee.

INTRODUCTION

La radiographie de l'antisémitisme 2024 avait mis en lumière le choc provoqué par les massacres du 7 octobre 2023 et par la vague antisémite qui les avait suivis, en France comme dans de nombreux pays. Elle avait également révélé un fossé générationnel profond : les repères issus de la mémoire de la Shoah, comme la perception d'Israël et de sa légitimité, ne sont pas partagés de la même manière selon les tranches d'âge. Deux ans plus tard, la nouvelle enquête réalisée par l'Ifop pour AJC, en partenariat avec la Fondapol, montre que cette onde de choc ne s'est pas résorbée. Elle s'est installée dans la durée. Ce qui pouvait, en 2024, apparaître comme une flambée liée à un contexte exceptionnel dessine désormais un état plus durable de la société française.

L'antisémitisme s'avère une réalité ancrée dans le paysage national. Les préjugés les plus anciens se maintiennent à des niveaux presque inchangés depuis la première radiographie, il y a douze ans. Les Français juifs le subissent dans toutes les sphères de la vie quotidienne, et les chiffres officiels en donnent la mesure : le ministère de l'Intérieur a recensé 1 320 actes antisémites en 2025, soit plus de trois par jour et plus de la moitié des actes antireligieux commis dans le pays, alors que les Juifs représentent moins de 1 % de la population[1]. Derrière ces chiffres, des rabbins agressés à Orléans et à Deauville, trois hommes menacés au couteau en pleine rue à Paris, en février 2026, après qu'on leur a demandé s'ils étaient juifs. La mémoire elle-même n'est pas épargnée : en août 2025, l'olivier planté à Épinay-sur-Seine en hommage à Ilan Halimi, assassiné en 2006 parce qu'il était juif, a été abattu à la tronçonneuse, sans d'ailleurs que la justice ne retienne le caractère antisémite de cet acte. En conséquence, les Français de confession juive sont de plus en plus nombreux à juger que la France n'est plus un pays sûr pour eux, et près des deux tiers déclarent envisager désormais de la quitter. Au-delà des limites inhérentes à la nature déclarative de ce chiffre, ce résultat doit être entendu comme un avertissement.

Cette édition confirme une tendance déjà perceptible et en précise désormais l'ampleur : le rejet d'Israël est devenu le premier vecteur de l'antisémitisme en France, particulièrement chez les jeunes et les Français de confession musulmane. Il peut dépasser la critique d'un gouvernement pour conduire à la mise en cause des Français de confession juive. Elle met également en lumière une recomposition des clivages politiques : extrême gauche et extrême droite sont désormais placées à égalité parmi les causes de l'antisémitisme. Les préjugés traditionnels persistent davantage à l'extrême droite ; à l'extrême gauche, l'antisionisme tend à les renforcer. L'actualité récente l'illustre lorsque Jean-Luc Mélenchon ironise fin février 2026 sur la prononciation du nom « Epstein », puis récidive quelques jours plus tard à Perpignan en jouant sur celle du nom de Raphaël Glucksmann.

Une large part de l'opinion identifie la gravité du phénomène et partage, à bien des égards, les inquiétudes exprimées par les Français juifs. Cette conscience s'accompagne toutefois d'une forme de lassitude face à un antisémitisme qui demeure insuffisamment endigué. Beaucoup s'en remettent prioritairement à la réponse pénale, au détriment de la prévention, de l'éducation et d'une mobilisation collective durable. Si l'antisémitisme devient un enjeu de la compétition électorale au lieu d'être un interdit partagé, si la société le reconnaît sans vouloir activement le combattre, et si la République ne parvient pas à garantir à ses citoyens juifs la sécurité qu'elle leur doit, le risque est réel de voir s'étioler, en France, une présence juive millénaire.

C'est ce basculement que retrace l'analyse qui suit : la persistance d'un antisémitisme ancré, ses nouvelles frontières politiques, le rôle du rejet d'Israël, l'expérience des Français juifs et, enfin, les contradictions d'une société qui voit le phénomène sans toujours vouloir s'en saisir.

1. Ministère de l'Intérieur, bilan des actes antireligieux en France pour l'année 2025, publié le 12 février 2026.

LA MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Une logique barométrique

L'édition 2027 de la Radiographie de l'antisémitisme en France s'inscrit dans la continuité des travaux menés depuis 2014 par l'American Jewish Committee, réalisés par l'Ifop, et en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol). La plupart des questions de 2024 ont été reprises à l'identique pour mesurer les évolutions, et de nouvelles questions ont également été ajoutées.

Trois échantillons

L'enquête a été menée auprès de trois échantillons :

- 2 000 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées du 17 au 24 septembre 2026 ;
- 500 personnes de confession musulmane, représentatives de la population musulmane âgée de 18 ans et plus, interrogées du 17 au 28 septembre 2026 ;
- 500 Français se déclarant de confession juive, issus d'un cumul d'échantillons nationaux de 34 500 personnes, interrogés du 29 juillet au 28 septembre 2026.

La représentativité a été assurée par la méthode des quotas, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les trois échantillons ont répondu par questionnaire auto-administré en ligne.

Une mesure des perceptions

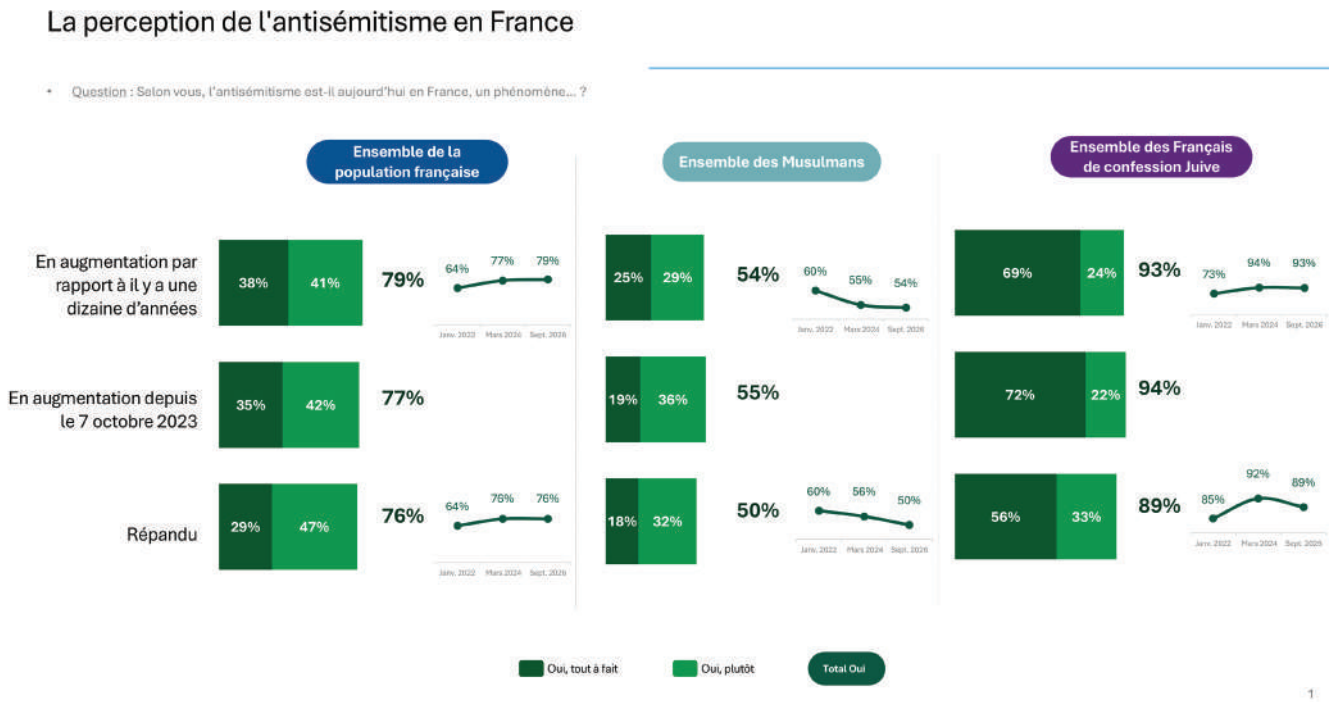
Il est important de rappeler que la radiographie ne comptabilise pas les actes antisémites et, comme toute enquête d'opinion, n'a pas vocation à être un instrument « objectif ». Elle étudie la perception et le ressenti qu'a la population du phénomène ; elle n'est donc pas un indicateur de l'évolution de l'antisémitisme en France.

I. L'ANTISÉMITISME : UN PHÉNOMÈNE DURABLE ET ANCRÉ

La radiographie de l'antisémitisme 2027 réalisée par l'Ifop pour AJC en partenariat avec la Fondapol vient confirmer les résultats de 2024 : l'antisémitisme reste en France un phénomène répandu, qui ne régresse pas. Les préjugés et l'essentialisation des Français de confession juive, en hausse depuis le 7 octobre, se maintiennent. Mais cette nouvelle édition fait apparaître une évolution majeure : chez les jeunes comme chez les personnes de confession musulmane, il se nourrit principalement du rejet d'Israël et de l'antisionisme.

1) L'augmentation perçue depuis le 7 octobre ne se résorbe pas

Près de huit Français sur dix (79 %) estiment que l'antisémitisme est « en augmentation » en France par rapport à il y a une dizaine d'années, soit 2 points de plus qu'en 2024. Cette perception est partagée par la quasi totalité des Français de confession juive (93 %, -1 point). Le constat d'une hausse depuis le 7 octobre recueille un résultat très proche (77 %). Ce sentiment est majoritaire dans toutes les tranches d'âge et chez les sympathisants de tous les partis. La France n'est pas jugée plus sévèrement que le reste du continent : le constat est similaire à l'échelle européenne (79 % des Français y jugent le phénomène en augmentation).

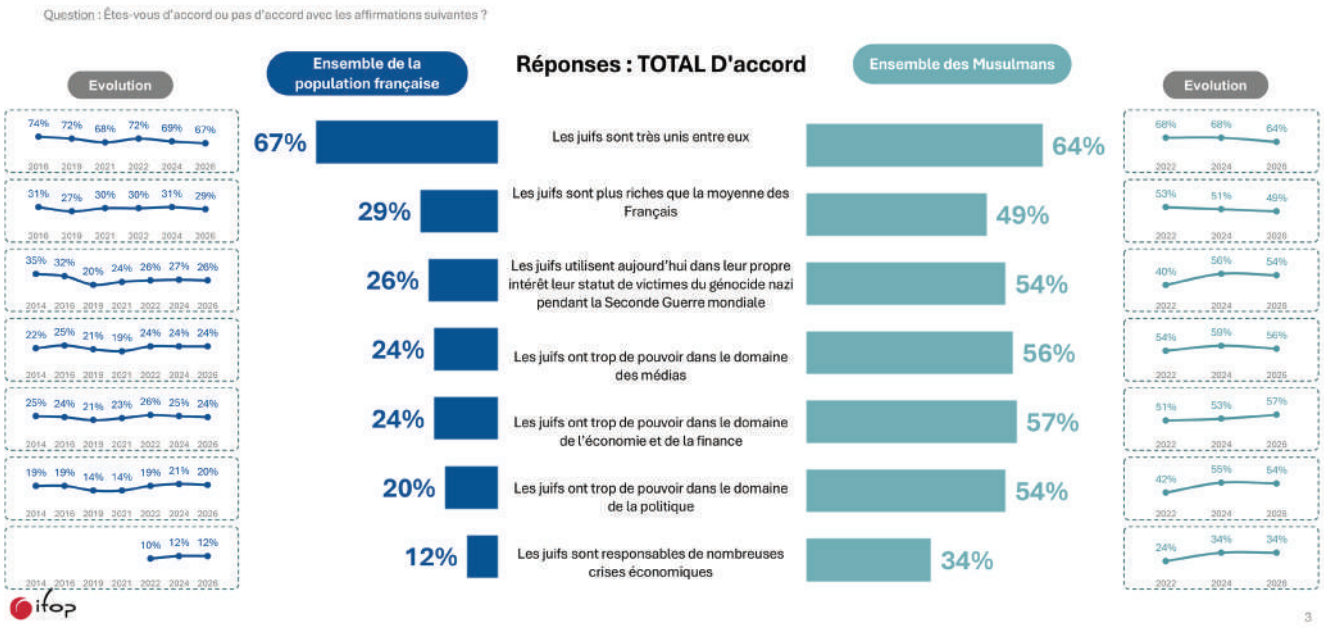


2) Des préjugés antisémites toujours aussi persistants

Alors que la hausse de l'antisémitisme reste largement perçue par la population, la perméabilité des Français aux stéréotypes antisémites, elle, n'a pas diminué. Cette persistance s'accompagne d'un environnement quotidien où l'antisémitisme est très présent : près d'un Français sur deux (46 %) a déjà entendu dire du mal des Juifs dans son entourage. Si cette mesure constitue la plus basse observée depuis 2014, elle témoigne tout de même du fait que l'antisémitisme s'exprime dans tous les espaces de la vie quotidienne, dans les sphères numérique, publique ou privée (voir partie V).

La persistance de cet environnement constitue un terreau pour les préjugés antisémites, particulièrement stables dans le temps. Les deux tiers des Français (67 %) continuent de penser que « les Juifs sont très unis entre eux ». Un quart des Français adhèrent aux clichés traditionnels de l'antisémitisme (la richesse, l'omniprésence dans les médias et l'utilisation du statut de victime de la Shoah). Ces niveaux inquiétants n'évoluent pas depuis la première radiographie de l'antisémitisme réalisée en 2014, à l'exception de l'utilisation du statut de victime de la Shoah, en recul de 9 points depuis.

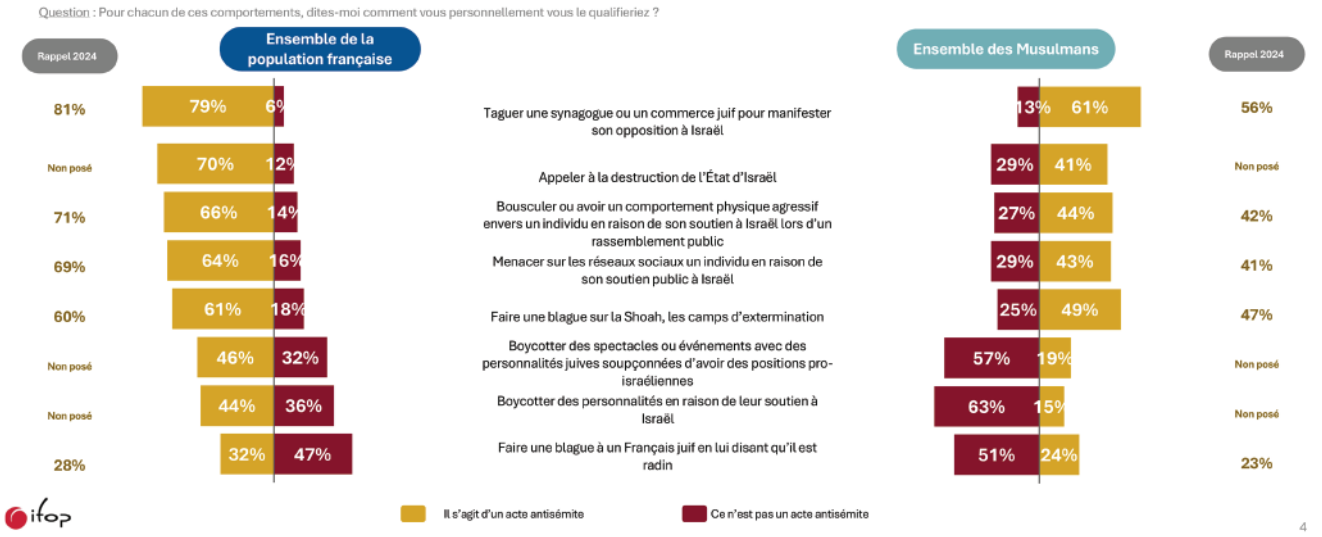
L'adhésion aux préjugés antisémites – Evolution



L'antisémitisme reste plus présent dans certaines strates de la population. Outre la confession religieuse et la proximité partisane (voir point 4 et partie II), les sources d'information et les opinions sur la situation internationale pèsent également sur l'adhésion aux préjugés antisémites. Ainsi, les personnes dont les sympathies vont à la Russie dans la guerre qui l'oppose à l'Ukraine sont majoritaires à penser que les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de la politique (51 %), tandis que plus d'un tiers (36 %) de ceux qui s'informent via YouTube estiment que « les Juifs utilisent aujourd'hui dans leur propre intérêt leur statut de victimes du génocide nazi pendant la Seconde Guerre mondiale ».

Les Français identifient clairement les formes les plus explicites d'antisémitisme. Une zone grise persiste toutefois autour de certaines formes d'exclusion liées au soutien réel ou supposé à Israël : moins d'un Français sur deux qualifie d'antisémite le boycott d'une personnalité ou d'un spectacle pour ce motif (44 % et 46 %). Mesurés pour la première fois, ces résultats révèlent une banalisation préoccupante de ces pratiques.

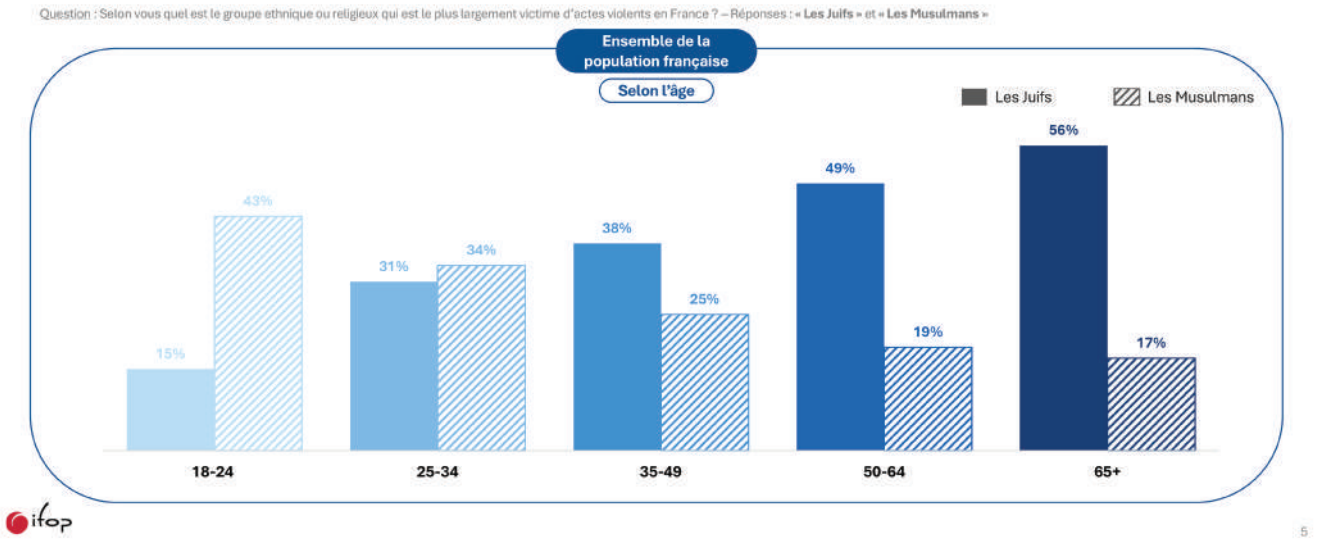
La qualification de comportements comme actes antisémites



3) Des jeunes sensibles aux discriminations… mais aussi plus perméables à l'antisémitisme

Dans une génération plus sensible aux discriminations envers les minorités[1], le rapport à l'antisémitisme change sensiblement. Le premier constat est positif : les 18-24 ans sont plus nombreux à s'inquiéter de voir les Français de confession juive s'interroger sur leur avenir en France (72 % contre 62 % de l'ensemble des Français). Ils sont également plus enclins à déclarer pouvoir manifester contre l'antisémitisme (59 % contre 38 %), expriment un niveau d'antipathie envers les Juifs plutôt faible et proche de celui du reste de la population (11 % contre 8 %). Les 18-24 ans n'ignorent donc pas l'antisémitisme, mais ils l'inscrivent dans un contexte plus large de discriminations envers les minorités : invités à désigner le groupe ethnique ou religieux le plus victime d'actes violents, ils citent d'abord les musulmans plutôt que les Juifs (43 % contre 15 %), contrairement à l'ensemble de la population.

Le groupe ethnique ou religieux perçu comme étant le plus victime d'actes violents en France

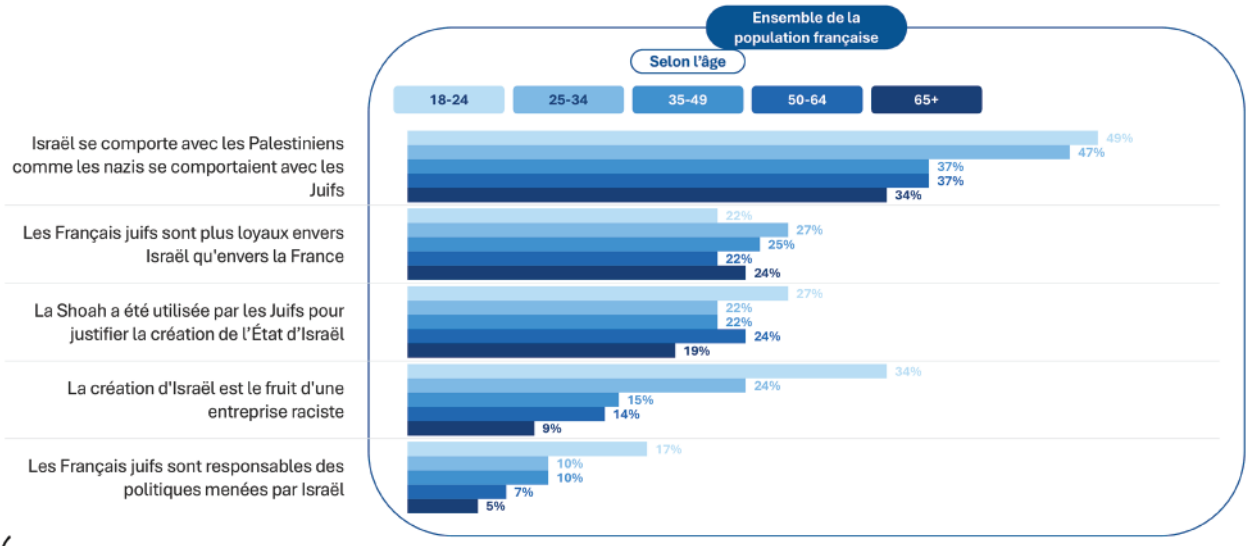


1. En 2022, 55 % des électeurs de 18 à 24 ans à l'élection présidentielle déclaraient que « la lutte contre le racisme et les discriminations liées aux origines ethniques » allait jouer un rôle déterminant dans leur vote, contre 33 % dans la population générale. Étude Ifop pour MakeMyCV.FR réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 12 mars 2022 auprès d'un échantillon de 2 000 Français, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine.

Pourtant, si l'antisémitisme ne passe pas chez les jeunes par une adhésion plus forte aux clichés traditionnels, les résultats de la radiographie mettent en avant une forme d'antisémitisme qui emprunte davantage le registre de l'antisionisme et du rejet d'Israël. Ainsi, les personnes âgées de moins de 25 ans expriment davantage d'antipathie envers Israël (31 % contre 23 %) et, dans la guerre qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran, ils sont cinq fois plus nombreux à exprimer leur sympathie pour l'Iran (20 %) que pour Israël (4 %), même si une majorité ne prend toutefois parti pour aucun des deux camps (64 %). Cette hostilité envers Israël s'accompagne, chez une part importante de cette génération, d'un relativisme historique préoccupant et d'une radicalisation du regard porté sur l'État hébreu. Près d'un jeune sur deux (49 %) estime qu'Israël se comporte envers les Palestiniens comme les nazis envers les Juifs, soit une hausse de 7 points par rapport à 2024. Une telle comparaison ne relève pas seulement de la critique, même radicale, de la politique israélienne : elle banalise la singularité de la Shoah en retournant contre les Juifs la mémoire de leur propre extermination. Dans le même temps, plus d'un tiers des jeunes (34 %) considère que la création d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste. Ce n'est alors plus telle ou telle politique israélienne qui est mise en cause, mais la légitimité même de l'aspiration du peuple juif à disposer d'un État. La convergence de ces deux phénomènes, relativisation de la Shoah d'un côté, délégitimation de l'autodétermination juive de l'autre, dessine l'un des visages les plus préoccupants de l'antisémitisme contemporain.

L'adhésion à différentes affirmations sur Israël et le sionisme

Question : Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes relatives à Israël et au sionisme... ? – Réponse : « Total D'accord »



ifop

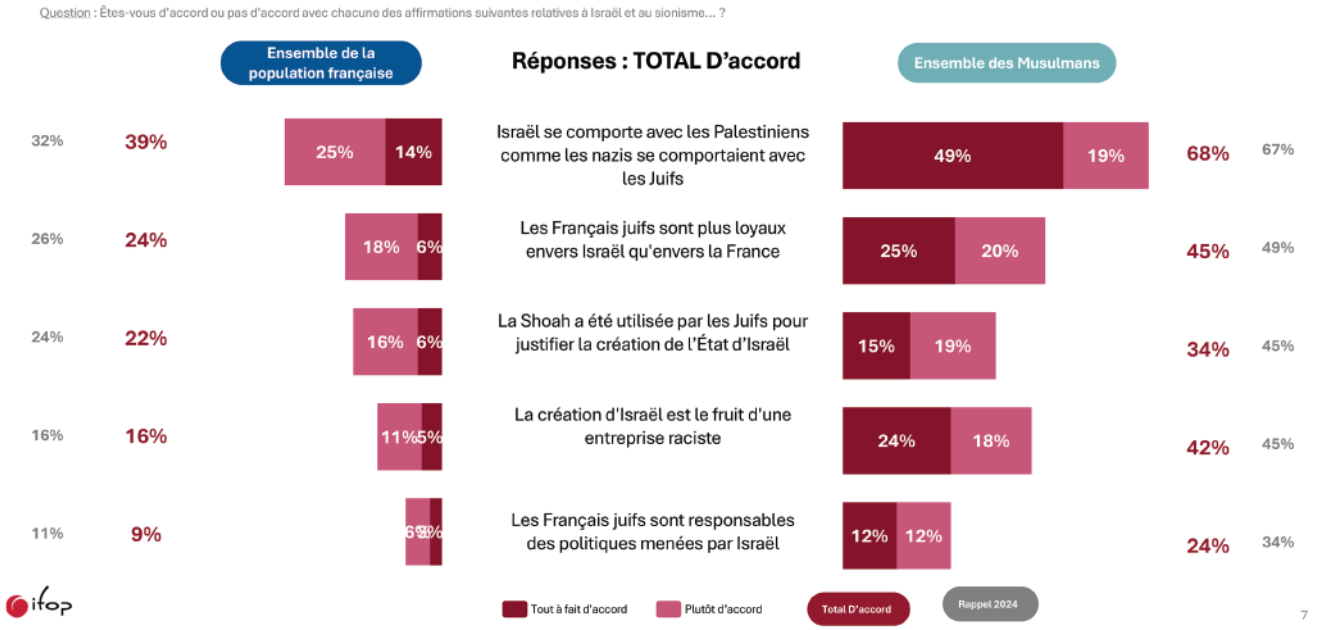
6

4) Chez les Français de confession musulmane : une conscience de l'antisémitisme couplée à un antisémitisme alimenté par l'antisionisme

Comme en 2024, les Français de confession musulmane considèrent que les musulmans constituent le groupe le plus exposé aux actes de violence : 69 % partagent cette perception, contre 25 % dans l'ensemble de la population. Cette perception n'exclut toutefois pas une conscience de la progression de l'antisémitisme. Une majorité d'entre eux (54 %) estime que le phénomène s'est aggravé au cours des dix dernières années, tandis que leur niveau de sympathie à l'égard des Juifs est légèrement supérieur à celui observé dans l'ensemble de la population (40 % contre 37 %).

Cette reconnaissance du phénomène s'accompagne néanmoins d'une tendance croissante à en relativiser la place dans le débat public. Quatre Français de confession musulmane sur dix (41 %, +6 points depuis 2024) estiment ainsi que l'on parle « trop » de l'antisémitisme. Pour la première fois, cette réponse devance « suffisamment » (39 %), tandis que seuls 20 % considèrent que l'on n'en parle « pas assez ». Dans le même temps, une majorité (52 %, +2 points) continue de considérer l'antisémitisme comme un problème concernant la société française dans son ensemble, et non les seules personnes juives. Cette proportion demeure cependant nettement inférieure à celle relevée dans l'ensemble de la population (71 %). À l'inverse, 22 % des Français de confession musulmane estiment que l'antisémitisme concerne uniquement les Juifs, soit deux fois plus que dans l'ensemble de la population (11 %).

L'adhésion à différentes affirmations sur Israël et le sionisme



C'est toutefois dans le rapport à Israël et dans la persistance des préjugés antisémites que les écarts avec l'ensemble de la population apparaissent les plus marqués. Une partie des Français de confession musulmane tend ainsi davantage à associer les Juifs de France à Israël et à les tenir comptables de sa politique. 45 % considèrent que les Français juifs sont plus loyaux envers Israël qu'envers la France et 24 % les jugent responsables des politiques menées par Israël. Si ces deux indicateurs reculent respectivement de 4 et 10 points par rapport à 2024, ils demeurent nettement supérieurs à ceux mesurés dans l'ensemble de la population (24 % et 9 %).

Cette plus forte adhésion se retrouve également dans les préjugés antisémites traditionnels. Alors qu'un seul des sept préjugés testés recueille l'adhésion d'une majorité dans l'ensemble de la population, cinq sur sept franchissent ce seuil parmi les Français de confession musulmane, un sixième atteignant 49 %. **À ces représentations anciennes s'ajoutent des attitudes liées à Israël :** 71 % jugent acceptables les boycotts visant des personnes ou des événements en raison d'un soutien à Israël, tandis que 41 % considèrent comme acceptable ou compréhensible d'appeler à la destruction de l'État d'Israël.

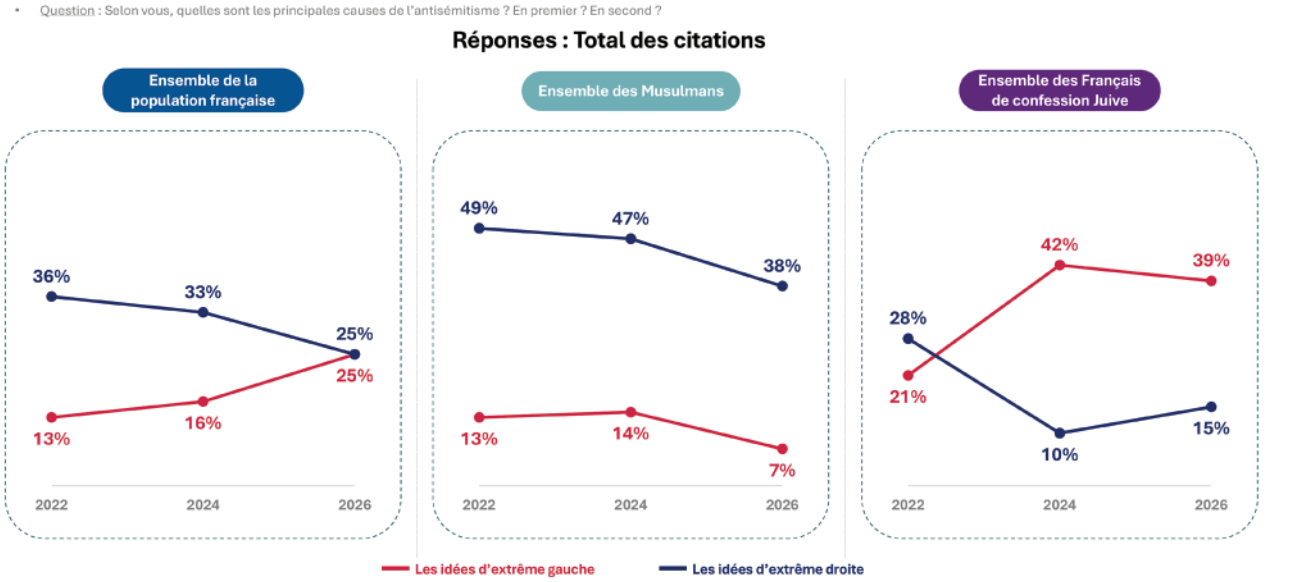
II. DE NOUVELLES FRONTIÈRES POLITIQUES : LA PERSISTANCE D'UN ANTISÉMITISME D'EXTRÊME DROITE, SON ENRACINEMENT À L'EXTRÊME GAUCHE

La radiographie de 2024 révélait déjà des préjugés antisémites exprimés de façon disproportionnée aux deux extrémités du spectre politique, dans un contexte de politisation accrue de la question de l'antisémitisme après le 7 octobre 2023. Deux ans plus tard, à quelques mois de l'élection présidentielle, cette réalité s'est imposée dans le débat public : l'antisémitisme est devenu un marqueur qui redessine les frontières politiques. Pour une part croissante de l'opinion, il n'existe plus un seul foyer de la haine des Juifs, mais deux. Le premier est l'extrême droite, héritière historique de l'antisémitisme français ; le second est l'extrême gauche.

1) Dans l'opinion, extrême droite et extrême gauche sont désormais perçues à égalité comme des sources de l'antisémitisme

Pour la première fois, les Français placent les « idées d'extrême gauche » et les « idées d'extrême droite » au même niveau parmi les principales causes de l'antisémitisme (25 % chacune). **Cette égalité marque une évolution importante des perceptions depuis 2022.** À l'époque, les idées d'extrême gauche n'étaient citées que par 13 % des répondants, contre 36 % pour celles d'extrême droite. En quatre ans, les premières ont ainsi progressé de 12 points, dont 9 depuis 2024, tandis que les secondes ont reculé de 11 points, dont 8 au cours des deux dernières années.

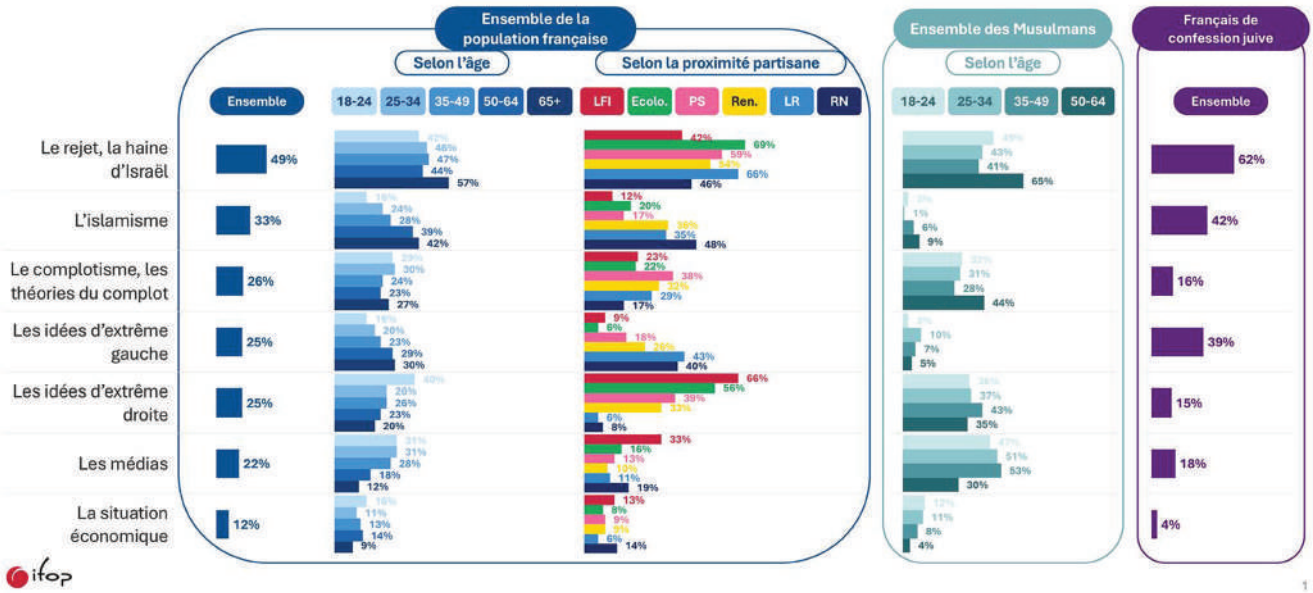
L'évolution des idées d'extrême gauche et d'extrême droite comme causes de l'antisémitisme



NB : En raison de l'ajout de nouveaux items, les évolutions sont à considérer avec précaution
Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

8

Les principales causes de l'antisémitisme



1

Cette convergence dans l'ensemble de la population masque cependant des perceptions profondément divergentes selon les publics. Les Français de confession juive identifient beaucoup plus fréquemment les idées d'extrême gauche comme une cause de l'antisémitisme (39 %) que celles d'extrême droite (15 %). À l'inverse, les Français de confession musulmane mettent principalement en cause les idées d'extrême droite (38 %), très loin devant celles d'extrême gauche (7 %).

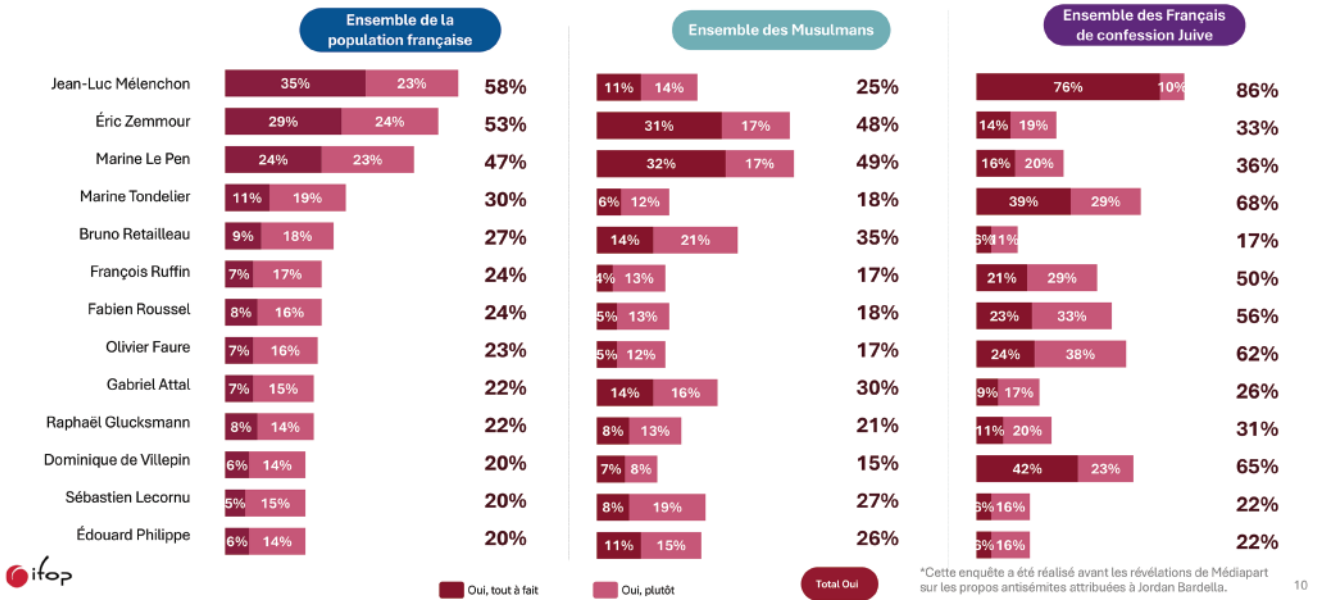
La polarisation est plus nette encore lorsqu'on considère la proximité partisane. Parmi les sympathisants de La France insoumise, 66 % désignent les idées d'extrême droite comme une cause de l'antisémitisme, contre seulement 9 % celles d'extrême gauche. Le rapport s'inverse parmi les sympathisants du Rassemblement national : 40 % mettent en cause l'extrême gauche, contre 8 % l'extrême droite. Ces derniers citent par ailleurs l'islamisme comme la principale cause de l'antisémitisme (48 %), contre seulement 12 % des sympathisants de La France insoumise. **Les perceptions des ressorts de l'antisémitisme apparaissent ainsi fortement structurées par les appartenances politiques, chacun tendant d'abord à en identifier les causes dans le camp opposé.**

2) Jean-Luc Mélenchon est perçu comme le premier responsable politique de la montée de l'antisémitisme

Cette nouvelle géographie se retrouve dans le regard porté sur les personnalités politiques pouvant prétendre à l'Élysée en 2027. Jean-Luc Mélenchon arrive en tête des personnalités perçues comme contribuant à la montée de l'antisémitisme : près de six Français sur dix (58 %) partagent cette opinion. C'est aussi à son égard que le jugement est le plus tranché, puisque 35 % estiment qu'il y contribue « tout à fait ». Il devance Éric Zemmour (53 %), Marine Le Pen, citée par moins d'un Français sur deux (47%) et Marine Tondelier en quatrième position (30 %). Les autres personnalités politiques sont jugées comme contribuant à la montée de l'antisémitisme pour 20 à 25 % des répondants, un niveau plancher qui tient sans doute moins à leur rapport à l'antisémitisme qu'à une défiance plus générale envers la classe politique.

Les candidats à l'élection présidentielle contribuant à la montée de l'antisémitisme

Question : Selon vous, chacun des candidats certains ou potentiels à l'élection présidentielle suivant contribue-t-il à la montée de l'antisémitisme en France ?*



*Cette enquête a été réalisé avant les révélations de Médiapart sur les propos antisémites attribuées à Jordan Bardella.

10

Le leader insoumis est désigné par 67 % des sympathisants du RN, 75 % de ceux de Renaissance et 78 % de ceux de LR. Marine Le Pen est citée par 74 % des proches de LFI et 72 % des proches des Écologistes. Signe des recompositions en cours à droite, les sympathisants LR ne sont que 35 % à la mettre en cause, contre 78 % à incriminer Jean-Luc Mélenchon. Plus étonnant, environ un quart des sympathisants de chacun des deux partis estiment que leur propre leader contribue à la montée de l'antisémitisme : 25 % des proches de LFI pour Jean-Luc Mélenchon, et 27 % des proches du RN pour Marine Le Pen. Ce dernier point est particulièrement important : pour une partie de leur soutien, participer à la montée de l'antisémitisme n'est plus un repoussoir.

Chez les Français de confession juive, la perception diverge fortement. Ils sont 86 % à estimer que Jean-Luc Mélenchon contribue à la montée de l'antisémitisme, dont 76 % « tout à fait ». La défiance déborde désormais LFI pour s'étendre majoritairement à une large partie de la gauche hormis Raphaël Glucksmann : Marine Tondelier (68 %), Olivier Faure (62 %), Fabien Roussel (56 %) et François Ruffin (50 %) sont davantage mis en cause que Marine Le Pen (36 %) ou Éric Zemmour (33 %). On peut voir dans ces résultats l'un des effets des alliances répétées, aux législatives comme aux municipales, entre la gauche de gouvernement, dont les électorats sont pourtant réfractaires à l'antisémitisme, et La France insoumise, aujourd'hui discréditée auprès des Français de confession juive.

Pour les Français juifs, l'enjeu dépasse le simple jugement porté sur un candidat. Près de sept Français juifs sur dix (69 %) déclarent qu'ils pourraient quitter la France si Jean-Luc Mélenchon était élu président de la République en 2027, dont 40 % « certainement ». Ce chiffre progresse : en 2024, ils étaient 57 % à l'envisager en cas d'élection d'un candidat LFI. Il n'a pas non plus d'équivalent dans le reste de la population : si 27 % des Français disent pouvoir partir dans la même hypothèse, ils ne sont que 15 % à l'affirmer avec certitude, soit près de trois fois moins que les Français juifs. Une victoire de Marine Le Pen conduirait, elle, 31 % des Français de confession juive à envisager un départ. Ces intentions ne préjugent pas de départs effectifs, mais elles traduisent un doute profond : une majorité de Français juifs considère que leur place dans la communauté nationale pourrait dépendre de l'issue d'un scrutin. Le départ n'est ainsi plus seulement une réaction à des actes antisémites subis ou redoutés, mais devient une option envisagée face à l'éventualité d'une arrivée au pouvoir d'un président jugé hostile.

Le départ de France en cas de victoire de certains candidats



3) Un antisémitisme protéiforme : un antisémitisme de préjugés à l'extrême droite ; un antisémitisme alimenté par l'antisionisme à l'extrême gauche

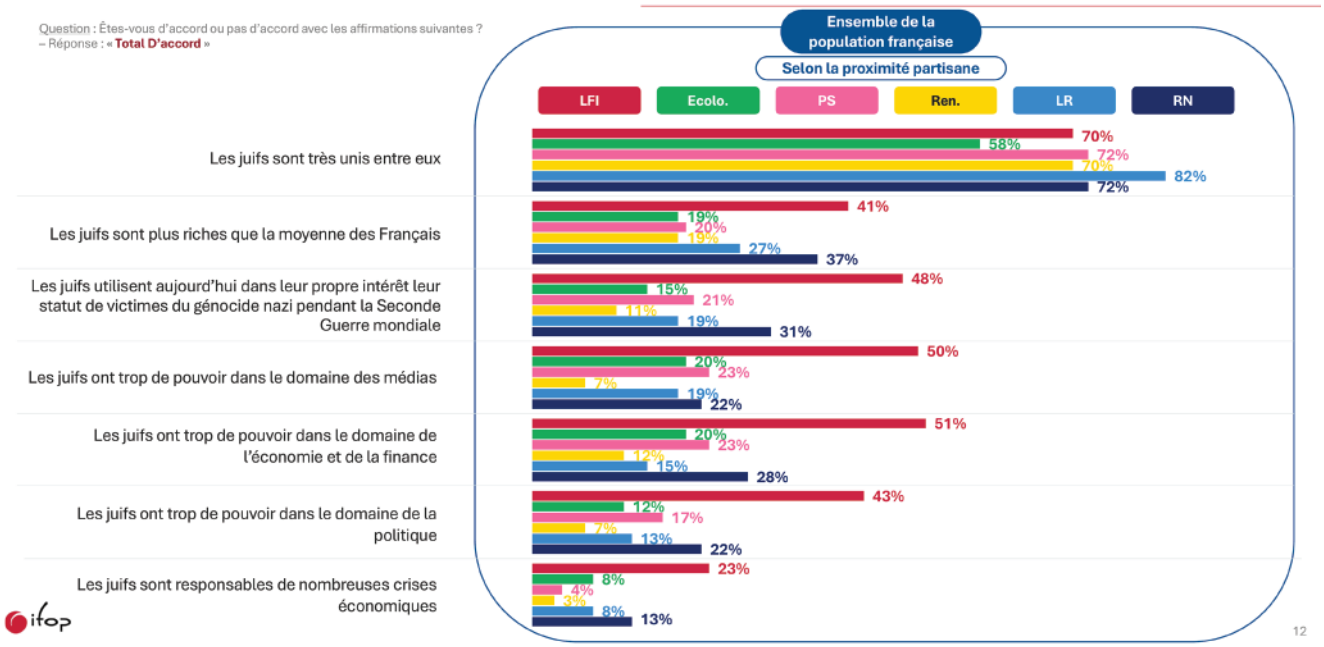
Ces perceptions ne relèvent pas du seul procès d'intention : l'analyse de l'adhésion ne dessine pas deux antisémitismes étanches, mais deux configurations politiques distinctes. À l'extrême droite, les préjugés traditionnels continuent de structurer le rapport aux Juifs, même s'ils sont en recul. Chez les sympathisants de La France insoumise, l'antisionisme radical ne se substitue pas à ces préjugés : il les réactive et les amplifie. Dans les deux cas, les Juifs sont renvoyés à une identité collective, soupçonnés d'exercer un pouvoir excessif ou tenus pour responsables de ce qui se joue au Moyen-Orient. En effet, alors que des Écologistes aux Républicains, l'adhésion aux préjugés antisémites est limitée, ce n'est pas le cas aux extrêmes de l'échiquier politique. À l'extrême droite, c'est un antisémitisme de préjugés qui persiste, nourri des stéréotypes les plus anciens sur les Juifs. Les sympathisants du RN sont ainsi 37 % à penser que « les Juifs sont plus riches que la moyenne des Français »,

contre 29 % de l'ensemble des Français ; 31 % pensent qu'ils « utilisent dans leur propre intérêt leur statut de victimes du génocide nazi » (contre 26 %) ; 28 % qu'ils ont « trop de pouvoir dans le domaine de l'économie et de la finance » (contre 24 %). Ces niveaux poursuivent la lente érosion observée auparavant : depuis 2022, aucun préjugé ne progresse chez les sympathisants RN, tous sont stables ou en baisse de 4 à 8 points, proches de la moyenne des Français. Cette évolution peut notamment être mise en regard de l'élargissement de la base électorale du parti : à mesure que son électorat s'étend et se diversifie, son profil tend mécaniquement à se rapprocher de celui de l'ensemble de la population.

Les thèmes antisionistes trouvent en revanche très peu d'écho chez les sympathisants RN : 14 % jugent que la création d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste, et 28 % assimilent le comportement d'Israël à celui des nazis, soit moins que la moyenne (39 %).

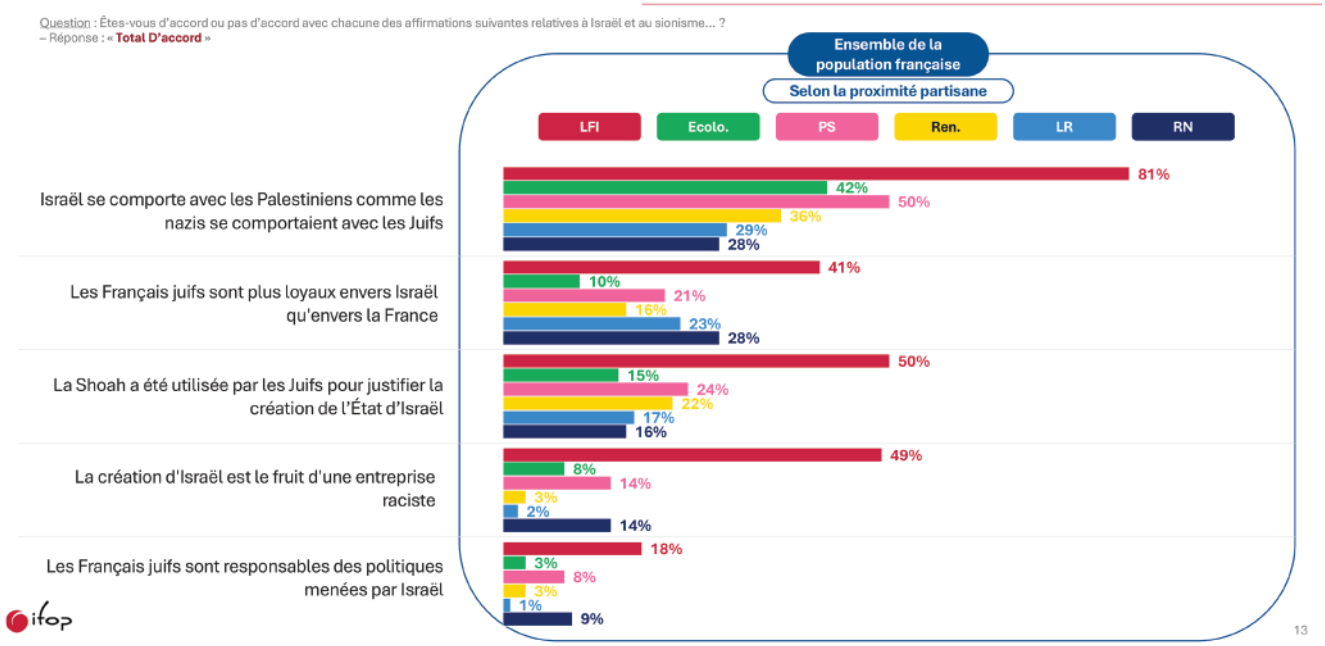
Dans les rangs de La France insoumise, le phénomène est d'une toute autre ampleur et constitue une des principales nouveautés de cette édition : les sympathisants LFI dépassent désormais ceux du RN sur la quasi-totalité des préjugés antisémites traditionnels, alors que les deux familles partisanes étaient encore au même niveau en 2022. La moitié d'entre eux estime aujourd'hui que les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine des médias (50 %, +21 points par rapport à 2022) ou dans celui de l'économie et de la finance (51 %, +17 points), 43 % jugent qu'ils ont trop de pouvoir en politique (+20 points).

L'adhésion aux préjugés antisémites



Cet antisémitisme de préjugés se double d'une adhésion massive aux thèses antisionistes les plus radicales : plus de huit sympathisants LFI sur dix (81 %) considèrent qu'Israël se comporte avec les Palestiniens comme les nazis se comportaient avec les Juifs (+23 points par rapport à 2024). La moitié (50 %) juge que la Shoah a été utilisée par les Juifs pour justifier la création de l'État d'Israël, effet de la nazification d'Israël enclenché par le leader des Insoumis. Ils sont également 49 % à penser que la création d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste (+20 points par rapport à 2024) ; et 41 % reprennent l'accusation de « double allégeance », selon laquelle les Français juifs seraient plus loyaux envers Israël qu'envers la France.

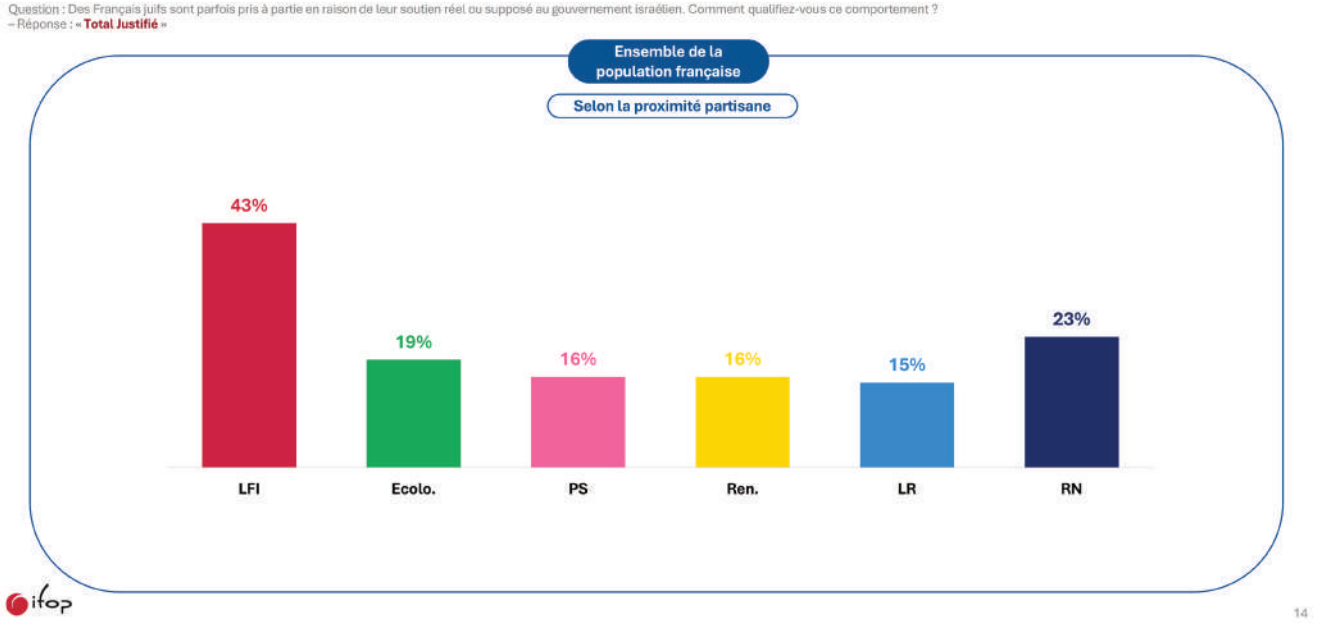
L'adhésion à différentes affirmations sur Israël et le sionisme



En 2024, nous distinguions un antisémitisme « de préjugés », plus répandu à droite, et un antisémitisme « d'agression », plus présent à gauche. Deux ans plus tard, cette frontière s'estompe : chez les proches de LFI, l'antisionisme ne se substitue pas aux préjugés traditionnels, il les réactive, et leur offre une légitimité nouvelle.

Le passage à l'acte y est aussi plus largement toléré : 43 % des sympathisants LFI jugent justifié que des Français juifs soient pris à partie en raison de leur soutien réel ou supposé au gouvernement israélien, contre 23 % des sympathisants RN, soit le niveau de la moyenne nationale. Les trois quarts (75 %) trouvent également acceptable ou compréhensible de boycotter des spectacles ou des événements avec des personnalités juives soupçonnées d'avoir des positions pro-israéliennes ; et la moitié (53 %) en disent autant d'un appel à la destruction de l'État d'Israël .

La justification des prises à partie des Français juifs



III. LA HAINE D'ISRAËL, VECTEUR DE LÉGITIMATION DE L'ANTISÉMITISME CONTEMPORAIN

Depuis le 7 octobre 2023, le conflit au Proche-Orient est devenu la première matrice de l'antisémitisme perçu en France. Une guerre fortement médiatisée nourrit le rejet d'Israël, que les Français désignent comme la première cause de l'antisémitisme. Ce rejet rejaillit ensuite sur les Français juifs, tenus pour comptables de la politique israélienne, jusqu'à faire paraître justifiées, pour une partie de l'opinion, les prises à partie dont ils sont la cible.

1) Une guerre au Moyen-Orient dont les Français se tiennent à distance, mais aux répercussions directes sur l'antisémitisme en France

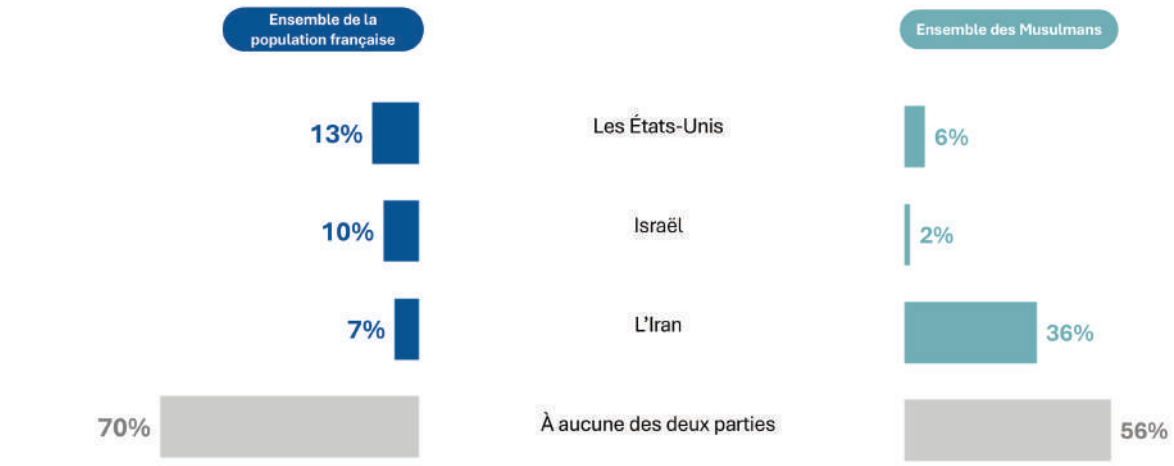
La guerre qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran suscite avant tout une forte mise à distance de l'opinion française : 70 % des Français déclarent que leurs sympathies ne vont à aucune des parties au conflit.

Seuls 10 % disent soutenir Israël, 13 % les États-Unis et 7 % l'Iran. Cette absence de positionnement est d'autant plus remarquable qu'elle ne traduit aucune complaisance particulière à l'égard du régime iranien, qui demeure très impopulaire : 47 % des Français déclarent éprouver de l'antipathie à son égard, contre seulement 6 % de la sympathie.

Cette absence massive de prise de parti interpelle néanmoins car elle place à équidistance, dans les préférences exprimées, deux démocraties occidentales et un régime autoritaire théocratique pourtant très largement rejeté par l'opinion française. Elle semble ainsi témoigner de quelque chose de plus profond qu'une simple difficulté à décrypter un conflit complexe : un affaiblissement des repères politiques et idéologiques traditionnellement mobilisés pour appréhender les grandes crises internationales. Le rejet du régime iranien ne suffit plus, à lui seul, à susciter un mouvement de soutien en faveur de ses adversaires.

Les sympathies dans la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran

Question : Dans la guerre qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran, à qui vont vos sympathies ?



ifop

15

L'affaiblissement des repères politiques et idéologiques constitue une spécificité du conflit actuel. En effet, la guerre en Ukraine apporte un autre éclairage sur la manière dont les Français se positionnent face aux conflits internationaux. Dans ce conflit, 51 % des Français déclarent soutenir l'Ukraine, contre 6 % la Russie, tandis que 42 % ne prennent parti pour aucun des deux camps. Cette différence tient aussi à la nature et à la proximité de la menace : la guerre en Ukraine se déroule aux frontières de

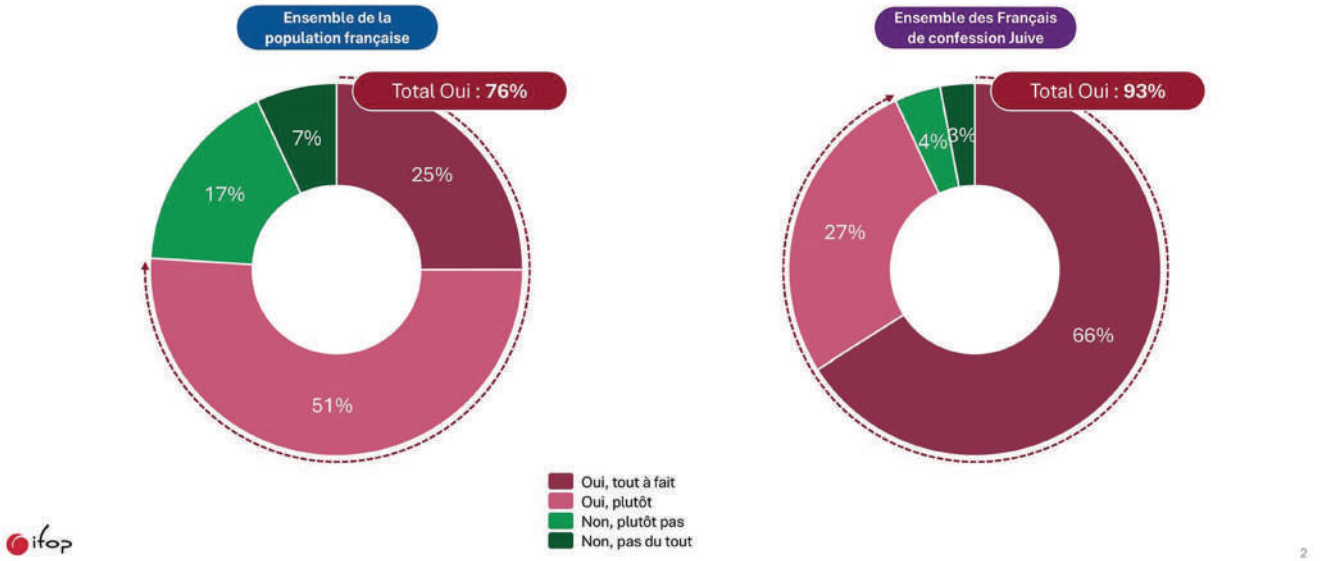
l'Union européenne et engage directement les intérêts de sécurité de la France et de ses partenaires. Elle occupe, à ce titre, une place singulière dans les préoccupations géopolitiques des Français.

Le niveau particulièrement élevé de non-positionnement face au conflit avec l'Iran doit également être mis en regard de la dégradation simultanée de l'image d'Israël et des États-Unis. La sympathie envers Israël recule à 18 %, contre 23 % en 2024, tandis que les États-Unis de Donald Trump suscitent davantage d'antipathie que de sympathie (28 % contre 17 %). Les conséquences économiques directement ressenties du conflit, notamment la hausse du prix des carburants, contribuent également à façonner le regard porté par les Français sur les différents protagonistes.

Les trois quarts des Français (76 %) estiment que la très forte médiatisation du conflit au Moyen-Orient contribue à une augmentation de l'antisémitisme en France. Ce jugement est quasi unanime chez les Français de confession juive (93 %), dont deux tiers (66 %) répondent « tout à fait ».

L'effet perçu de la médiatisation du conflit sur l'antisémitisme

Question : Selon vous, la très forte médiatisation du conflit au Moyen-Orient contribue-t-elle à une augmentation de l'antisémitisme en France ?



Le canal par lequel les Français s'informent pèse lui aussi sur leur regard. La sympathie pour l'Iran dans la guerre est quasi nulle chez les téléspectateurs des chaînes d'information en continu (2 %), mais elle atteint 14 % chez les utilisateurs des réseaux sociaux. Comme en 2024, ceux qui s'informent sur YouTube se distinguent également : 37 % jugent que la création d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste (contre 16 % de l'ensemble des Français), 36 % trouvent acceptable ou compréhensible d'appeler à la destruction de l'État d'Israël (contre 19 %), et un quart (25 %) en disent autant du fait de taguer une synagogue ou un commerce juif pour manifester son opposition à Israël, soit près de trois fois plus que la moyenne des Français (9 %).

2) Le rejet d'Israël, première cause de l'antisémitisme, se répercute sur les Français juifs

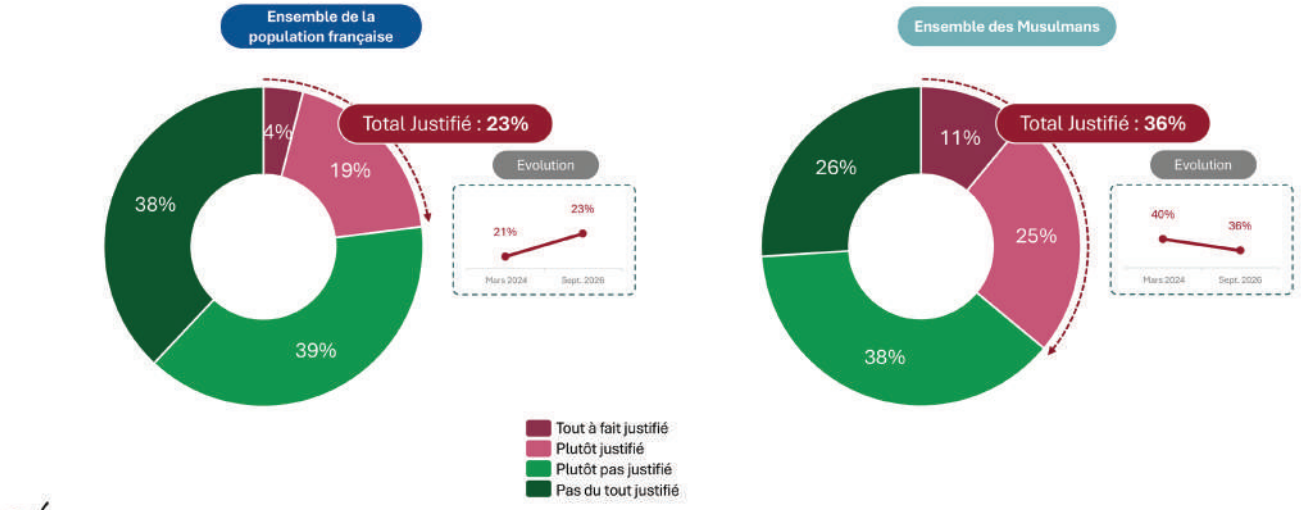
Près d'un Français sur deux (49 %) cite « le rejet, la haine d'Israël » parmi les principales causes de l'antisémitisme, loin devant l'islamisme (33 %), le complotisme (26 %) ou les idées d'extrême gauche et d'extrême droite (25 % chacune). Les Français de confession juive partagent ce diagnostic : c'est aussi la première cause qu'ils citent (62 %).

Ce rejet se traduit d'abord dans l'adhésion aux thèses antisionistes. Près de quatre Français sur dix (39 %) considèrent désormais qu'Israël se comporte avec les Palestiniens comme les nazis se comportaient avec les Juifs, soit 7 points de plus qu'en 2024. Cette comparaison, qui retourne contre les Juifs la mémoire de la Shoah, est notamment partagée par près de la moitié des 18-24 ans (49 %) et par plus des deux tiers des Français de confession musulmane (68 %).

De la critique d'Israël, l'opinion peut en arriver à glisser vers la mise en cause des Français de confession juive. Près d'un Français sur quatre (24 %) estime que les Français juifs sont plus loyaux envers Israël qu'envers la France. Alors que seuls 9 % des Français jugent que les Français juifs sont responsables des politiques menées par Israël, huit Français juifs sur dix (79 %) disent s'être déjà sentis accusés ou rendus responsables des actions du gouvernement israélien en raison de leur judéité, dont 31 % « souvent ». L'écart entre ces deux réalités est saisissant. L'amalgame demeure minoritaire dans l'opinion déclarée ; il est, pour les Français juifs, une expérience massive et répétée. Plus préoccupant encore, 23 % des Français jugent justifié que des citoyens juifs soient pris à partie en raison de leur soutien réel ou supposé au gouvernement israélien. Une critique politique devient alors le prétexte d'une hostilité dirigée contre des Français en raison de leur identité.

La justification des prises à partie des Français juifs

Question : Des Français juifs sont parfois pris à partie en raison de leur soutien réel ou supposé au gouvernement israélien. Comment qualifiez-vous ce comportement ?



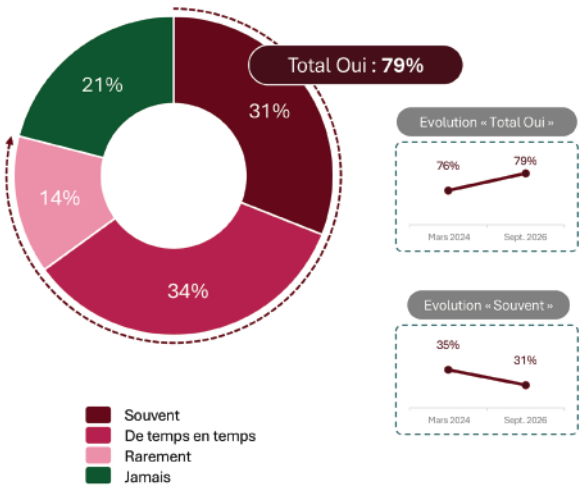
ifop

20

Le sentiment d'être rendu responsable des actions du gouvernement israélien

Ensemble des Français de confession Juive

Question : Avez-vous déjà eu le sentiment d'être accusé ou rendu responsable des actions du gouvernement israélien parce que vous êtes juif ?



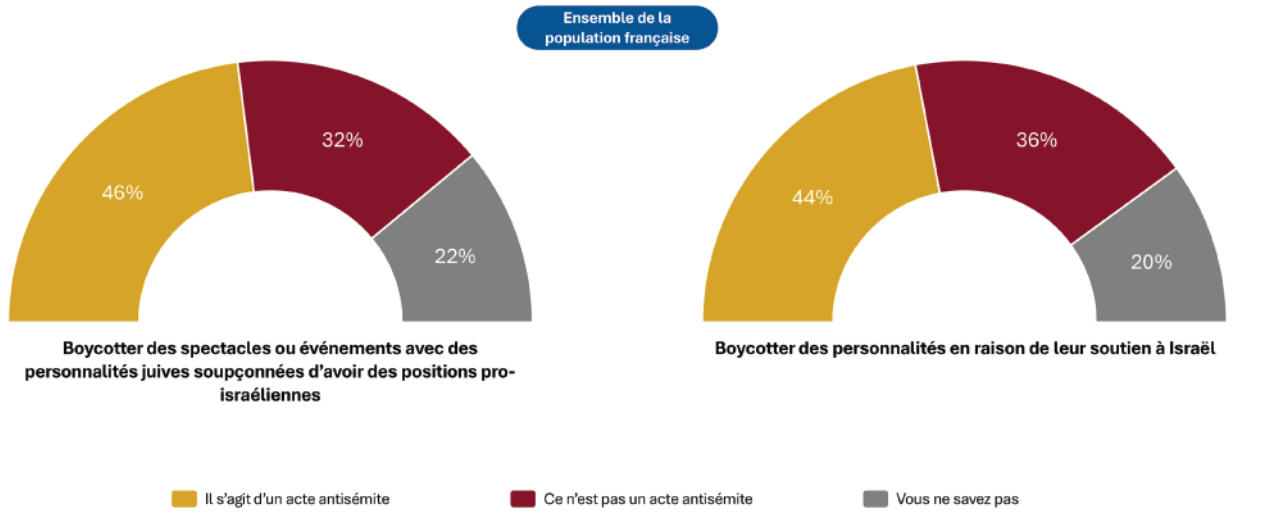
ifop

21

Le boycott s'impose, lui, comme une forme d'hostilité socialement admise. Seuls 44 % des Français qualifient d'antisémite le fait de boycotter des personnalités en raison de leur soutien à Israël, et 46 % le boycott de spectacles ou d'événements réunissant des personnalités juives soupçonnées de positions pro-israéliennes. À l'inverse, près d'un tiers considèrent que ces comportements ne constituent pas des actes antisémites (36 % et 32 %), tandis qu'un Français sur cinq ne se prononce pas. Ces résultats révèlent une banalisation préoccupante du boycott lorsqu'il est dirigé contre des personnes en raison de leur identité juive et de leur soutien réel ou supposé à Israël.

La qualification des boycotts comme actes antisémites

Question : Pour chacun de ces comportements, dites-moi comment vous personnellement vous le qualifieriez ?



ifop

19

IV. LE MODÈLE RÉPUBLICAIN EN DANGER ? DES FRANÇAIS DE CONFESSION JUIVE ANXIEUX FACE À UNE SOCIÉTÉ « ESSENTIALISANTE » QUI NE LES PROTÈGE PLUS

Pour les Français de confession juive, l'antisémitisme n'est pas seulement une perception : c'est une expérience vécue, qui touche toutes les sphères du quotidien. Faute de réponse politique et institutionnelle jugée à la hauteur, une partie d'entre eux se replie sur son identité et envisage de quitter la France.

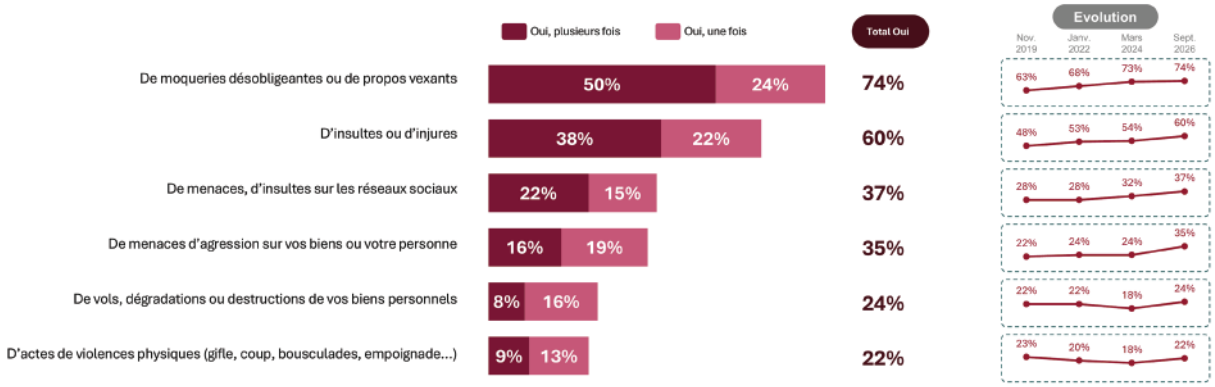
1) Un antisémitisme persistant qui touche toutes les sphères du quotidien

Les données recueillies donnent une mesure concrète de l'ampleur du phénomène : elles montrent que, pour une grande partie des Français juifs, l'antisémitisme ne relève ni d'un incident isolé ni d'une crainte abstraite. Plus de huit sur dix (82 %) ont déjà été victimes d'actes antisémites au cours de leur vie. Plusieurs types d'actes sont même en hausse, notamment les insultes et injures (60 %, +6 points), les menaces d'agression (35 %, +11 points) et les vols et dégradations de biens (24 %, +6 points).

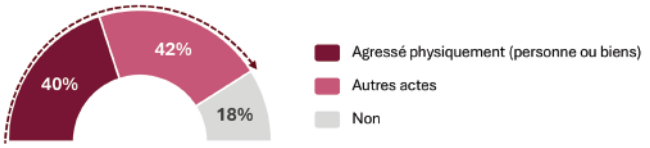
L'expérience d'actes antisémites

Ensemble des Français de confession Juive

Question : Au cours de votre vie, avez-vous, parce que vous étiez Juif, fait personnellement l'objet... ?



82% des personnes de confession juive ont déjà été victimes d'actes antisémites



ifop

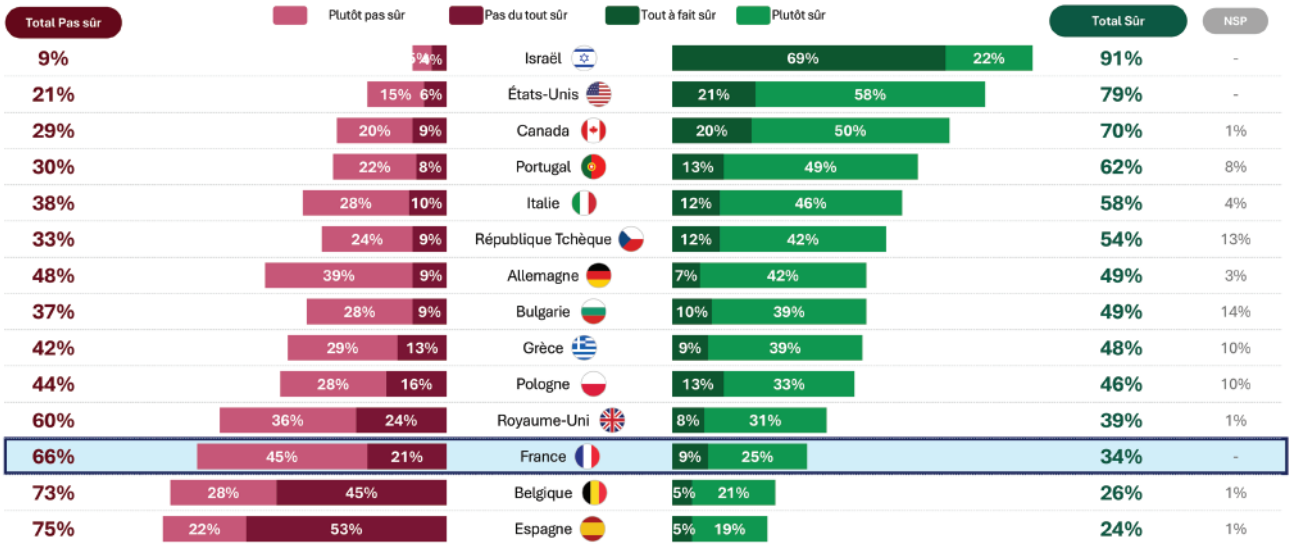
22

L'antisémitisme est subi dans tous les lieux de la société. D'abord à l'école (64 %), puis dans la rue (45 %) et sur les réseaux sociaux (44 %) : aucune sphère n'y échappe. Plus de la moitié des victimes connaissaient leurs agresseurs (52 %, +5 points). Ce climat d'antisémitisme, en hausse et omniprésent dans tous les lieux de la vie, nourrit un sentiment d'insécurité : deux tiers des Français juifs (66 %) estiment que la France n'est pas un lieu sûr pour les Français juifs. Parmi les pays testés, seules la Belgique et l'Espagne sont jugées plus sévèrement.

La sécurité perçue des Français juifs dans différents pays

Ensemble des Français de confession Juive

Question : Selon vous, les pays suivants sont-ils sûrs ou pas sûrs pour les Français de confession ou de culture juive ?



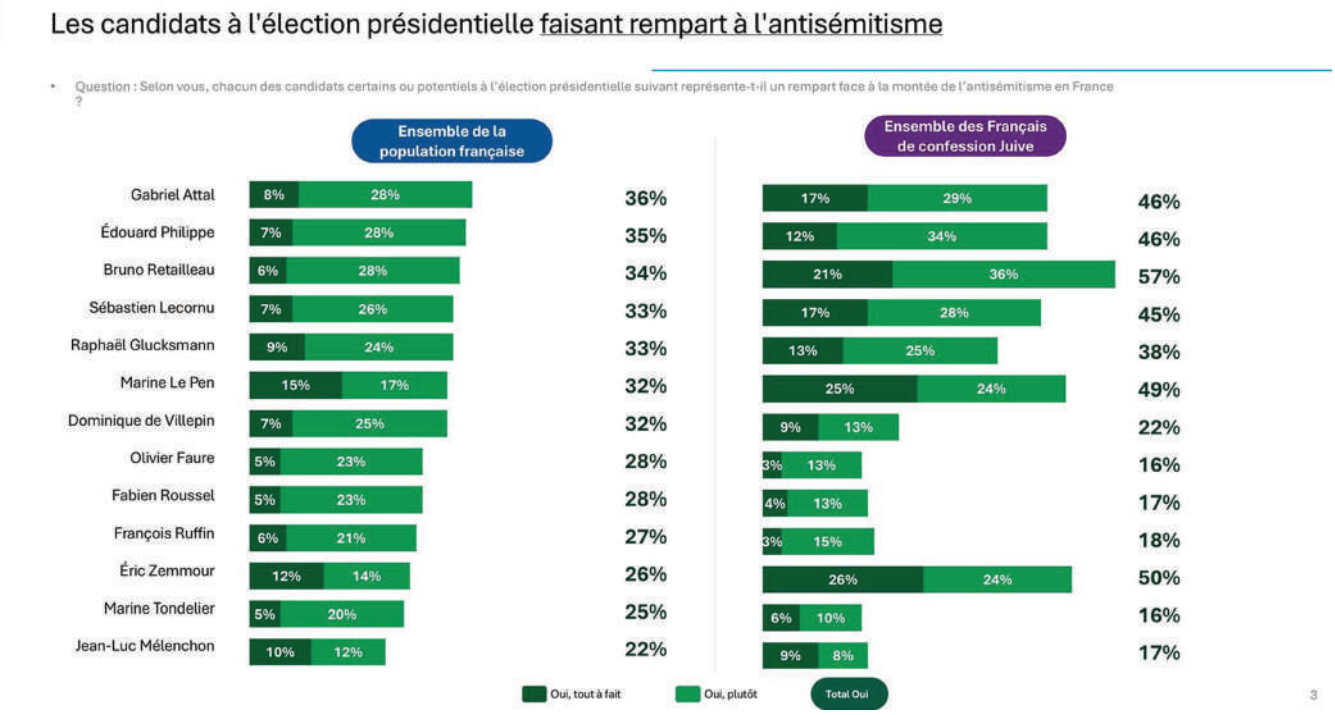
ifop

23

2) Justice et politique : un système qui ne protège plus

À ce contexte s'ajoute un sentiment élevé de pessimisme et de défiance institutionnelle. Les Français de confession juive, comme l'ensemble des Français et les personnes de confession musulmane, voient leur optimisme reculer (39 %, -3 points, mais +13 points par rapport à la moyenne des Français), et l'ensemble de la population accorde de moins en moins sa confiance aux institutions[2]. Alors que la promesse républicaine d'universalisme est censée protéger les Français de confession juive, beaucoup déclarent se retrouver aujourd'hui sans protection. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027, Bruno Retailleau (57 %) et dans une moindre mesure Éric Zemmour (50 %) sont les deux seuls candidats qu'une majorité de Français juifs considèrent comme susceptibles de constituer un rempart contre la montée de l'antisémitisme, sans toutefois susciter une adhésion massive. Plus notable, Marine Le Pen arrive derrière eux et ne franchit pas le seuil des 50 %. Ce résultat interpelle au regard de la stratégie engagée depuis plusieurs années par la dirigeante du Rassemblement national pour ériger la lutte contre l'antisémitisme en marqueur de son positionnement politique et présenter son parti comme l'un de ses adversaires les plus résolus. Cette stratégie semble donc n'avoir convaincu qu'une partie des Français juifs, dont une majorité conserve une réserve à l'égard de ce repositionnement : malgré les signaux envoyés ces dernières années, une majorité d'entre eux ne voit toujours pas en Marine Le Pen un rempart contre l'antisémitisme.

Jean-Luc Mélenchon récolte lui le score le plus bas, à 17 %, corollaire de sa désignation comme personnalité alimentant le plus l'antisémitisme. L'ensemble des Français se montre plus sévère encore : aucune personnalité ne dépasse 40 %. Un horizon politique peu rassurant, qui contribue à nourrir ce climat de pessimisme.

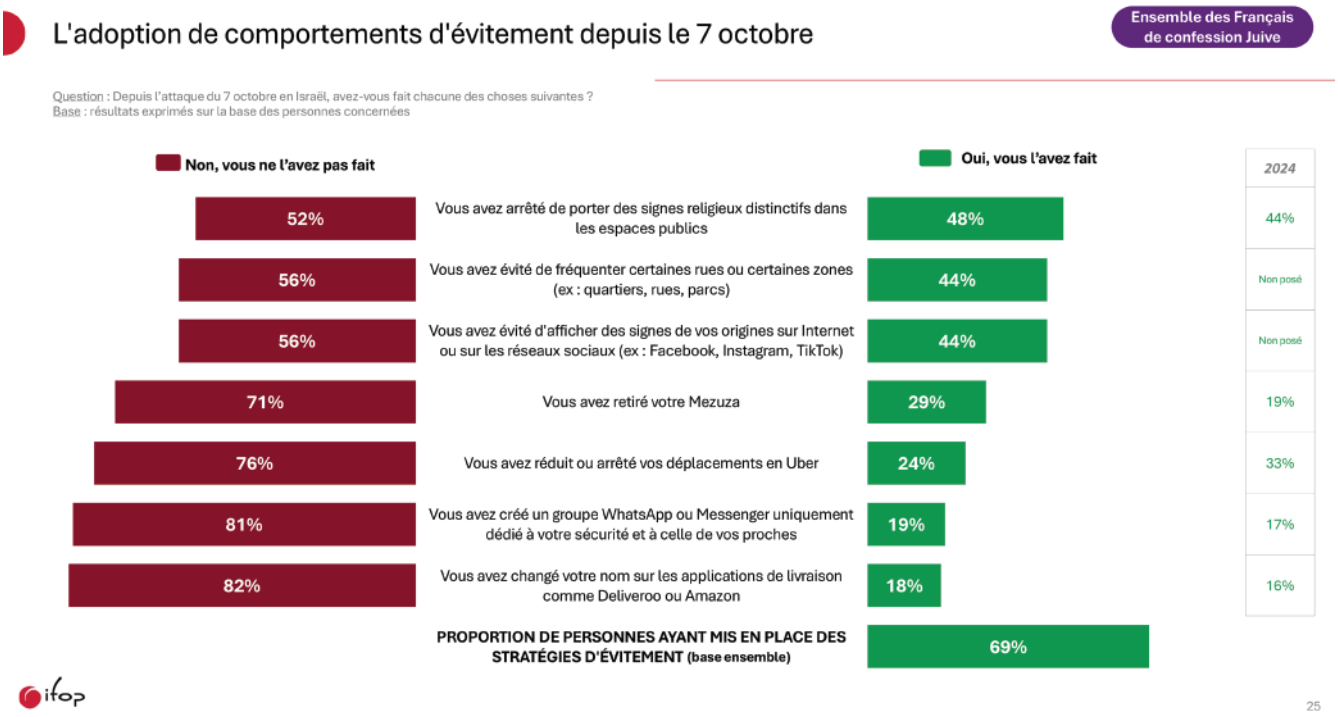


À l'absence de rempart politique s'ajoute celle des remparts institutionnels. Les trois quarts des Français (75 %, -5 points) jugent encore que la justice n'est pas assez sévère. L'expérience des Français de confession juive va dans le même sens : seuls 22 % des victimes d'actes antisémites portent plainte (en progression de 8 points depuis 2024, mais tout de même très minoritaire). Parmi les raisons invoquées pour ne pas porter plainte, l'impuissance domine : 41 % estiment que leur plainte n'aurait pas abouti. C'est cette faiblesse perçue de la justice qui nourrit la demande de fermeté : des peines plus sévères pour les auteurs d'actes antisémites sont jugées comme le moyen le plus efficace de lutter contre l'antisémitisme, aussi bien par l'ensemble des Français (64 %) que par les Français de confession juive (65 %).

2. Étude Ifop pour la Fondation Robert de Sorbon réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 15 au 21 septembre 2026 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

3) Les conséquences de la persistance de l'antisémitisme : repli identitaire et départ

Faute de solutions concrètes de la part de la République, une partie des Français de confession juive adoptent une posture de repli sur eux-mêmes. Près de huit sur dix (79 %) ressentent de la solitude et de l'isolement en raison de la réaction de la société après le 7 octobre. Corollaire de cette solitude et de l'absence de réponse institutionnelle satisfaisante, alors que 80 % craignent d'être victimes d'un acte antisémite, 69 % déclarent recourir à des stratégies d'évitement pour faire face à l'antisémitisme ambiant depuis le 7 octobre. Ainsi, près d'un Français de confession juive sur deux (48 %, +4 points) a désormais renoncé au port de signes religieux, et le retrait de la mezouzah progresse de 10 points (29 %).

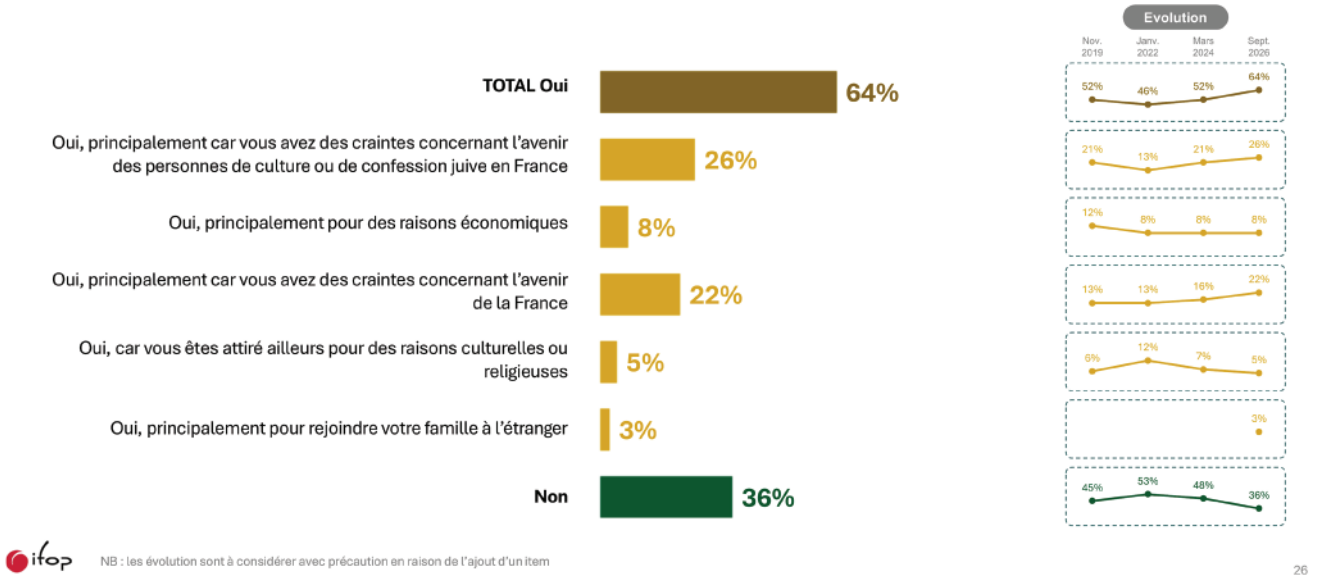


Depuis le 7 octobre, le rapport des Français juifs à leur identité et à leur avenir en France semble s'être profondément transformé. L'attaque terroriste du Hamas a d'abord constitué un choc qui a renforcé, chez beaucoup, le sentiment d'appartenance au peuple juif. Mais ce resserrement identitaire s'est inscrit dans la durée sous l'effet de ce qui a suivi en France : l'explosion des actes antisémites, la libération d'une parole politique parfois ouvertement antisémite, ou empruntant certains de ses ressorts, la montée d'une hostilité débridée à l'égard d'Israël et le sentiment d'un silence, voire d'une indifférence, d'une partie de la société face à ces phénomènes. Ainsi le sentiment d'être collectivement assignés aux choix du gouvernement israélien est croissant : 79 % des Français de confession juive ont aujourd'hui l'impression d'être rendus responsables de ses actions, soit 3 points de plus qu'en 2024. **Dans ce contexte, le renforcement de l'identité juive apparaît moins comme un simple repli que comme une réaction à un environnement perçu comme de plus en plus hostile. Il traduit aussi un besoin de réaffirmer une identité, des valeurs et une appartenance propres, à mesure que s'affaiblit le sentiment d'une communauté de valeurs avec la République.** 72 % déclarent ainsi que leur identité juive s'est renforcée depuis le 7 octobre, parallèlement au renforcement de leur conviction sioniste.

L'intention de quitter la France

Ensemble des Français de confession Juive

Question : Avez-vous déjà envisagé de quitter la France ?



ifop NB : les évolution sont à considérer avec précaution en raison de l'ajout d'un item

26

Cette évolution ne touche désormais plus seulement à l'identité : elle interroge directement la possibilité, pour une part croissante des Français juifs, de continuer à se projeter dans le pays. Près des deux tiers (64 %) déclarent envisager de quitter la France, soit 12 points de plus qu'en 2024, et 26 % l'envisagent par crainte pour l'avenir des personnes de confession juive dans le pays (+5 points). Parmi ceux qui envisagent un départ, Israël (65 %) puis les États-Unis (41 %) apparaissent comme les premières destinations, et comme les deux pays jugés les plus sûrs pour les Juifs.

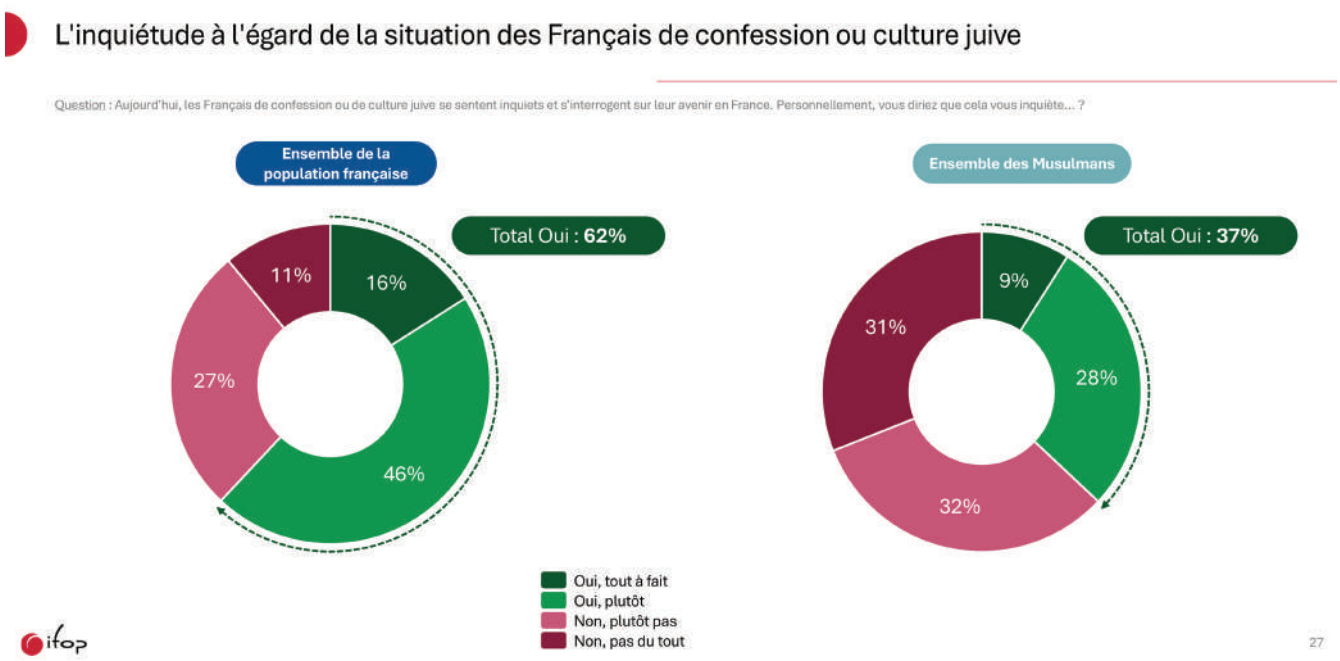
Pris ensemble, ces résultats dessinent moins une succession de réactions individuelles qu'une crise plus profonde de confiance dans la capacité de la France à garantir durablement aux Juifs la sécurité et la liberté nécessaires pour y vivre pleinement leur identité. Si cette dynamique devait perdurer, l'enjeu ne serait plus seulement celui d'une augmentation des départs, mais celui d'une érosion durable de la présence juive en France et de sa capacité à s'y projeter dans l'avenir.

V. ENTRE PRISE DE CONSCIENCE ET DÉNI DU PHÉNOMÈNE : LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

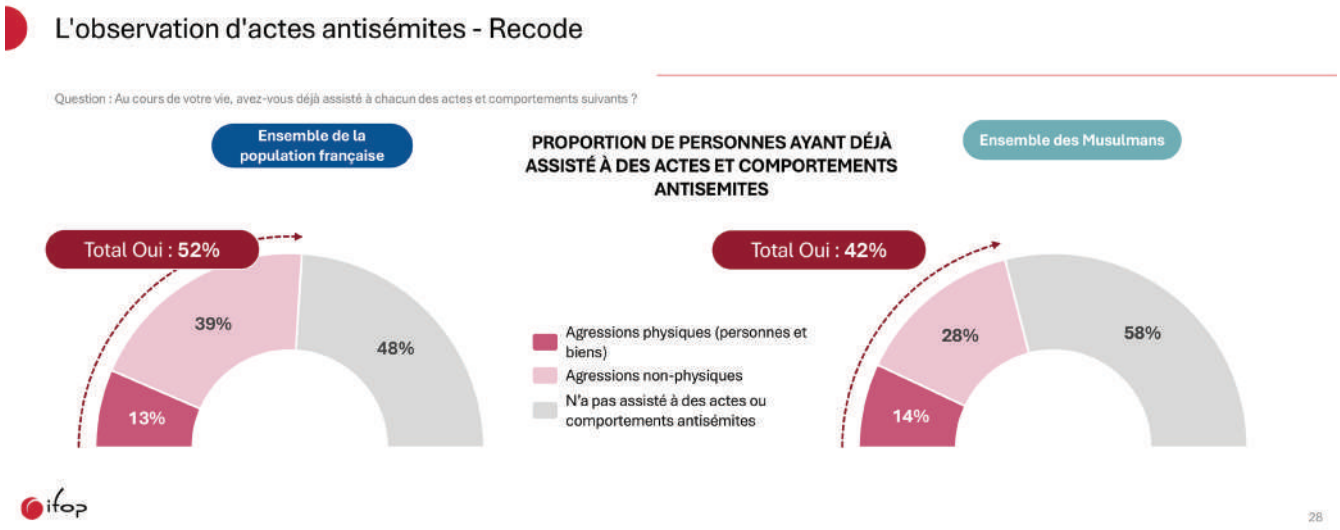
Les Français perçoivent l'antisémitisme et s'en inquiètent. Cette conscience du phénomène ne se traduit toutefois ni par une volonté d'en faire davantage un sujet de débat public ni par une mobilisation accrue.Une majorité estime au contraire qu'on en parle déjà assez, et la disposition à manifester recule.

1) Un phénomène visible, reconnu et inquiétant...

L'inquiétude des Français juifs quant à leur avenir en France trouve un large écho : 62 % des Français déclarent eux aussi être préoccupés par cette situation.



Cette inquiétude s'adosse à un phénomène perçu comme durablement installé dans la société française : trois Français sur quatre (76 %) jugent aujourd'hui l'antisémitisme « répandu » dans le pays. Ce jugement, stable depuis 2024, a progressé de 12 points par rapport à 2022 (64 %) : une évolution intervenue entre ces deux vagues et qui s'est maintenue depuis. L'antisémitisme n'est donc plus perçu comme une succession d'actes isolés, mais comme une réalité ancrée dans le paysage national. C'est précisément ce constat largement partagé qui rend d'autant plus frappant le décalage entre la conscience du phénomène et la volonté d'agir.

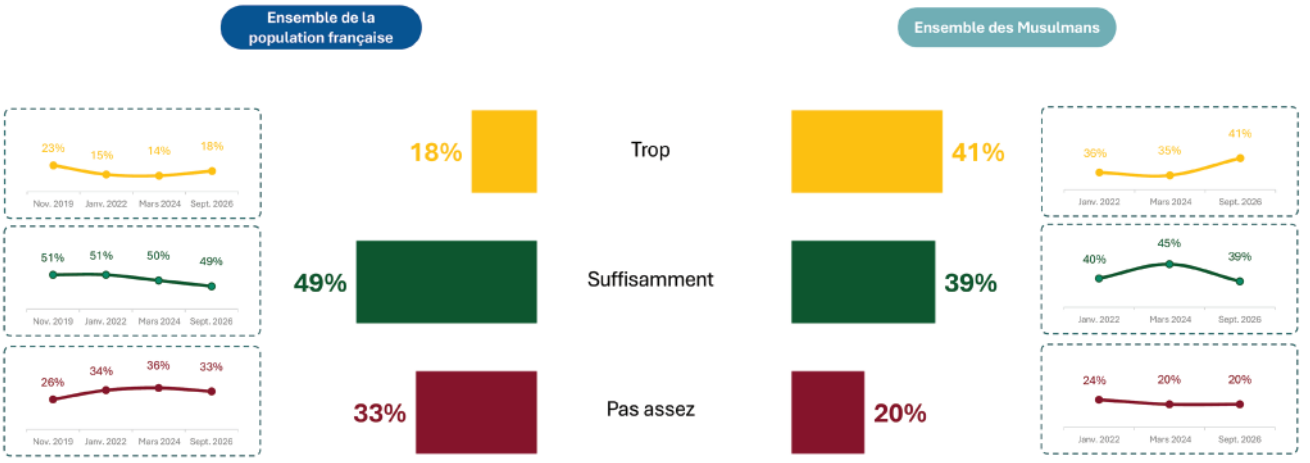


2) ... mais une mobilisation sociétale en recul

Pourtant, cette inquiétude ne s'accompagne d'aucune attente d'un débat plus large sur la question de l'antisémitisme. Deux Français sur trois (67 %) estiment au contraire que l'on en parle déjà « suffisamment » (49 %), voire « trop » (18 %), quand seulement un tiers (33 %) jugent qu'on n'en parle « pas assez ». Ce sentiment varie selon les sources d'information : 30 % de ceux qui s'informent sur YouTube estiment que l'on parle « trop » de l'antisémitisme, contre 12 % des téléspectateurs des chaînes d'information en continu.

La place accordée au problème de l'antisémitisme

Question : Selon vous, est-ce que l'on parle trop, suffisamment ou pas assez du problème de l'antisémitisme en France ?



ifop

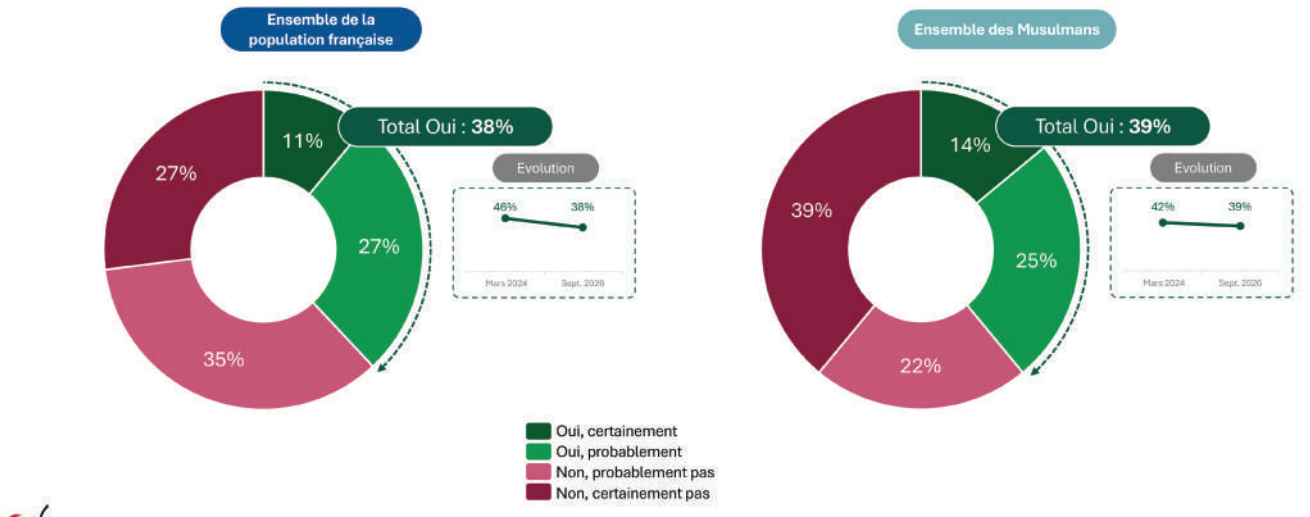
29

Cette lassitude se lit également dans la disposition à se mobiliser. Parmi les Français qui expriment une opinion, 38 % se disent prêts à descendre dans la rue pour manifester contre l'antisémitisme, contre 46 % en 2024, quelques mois après l'attaque terroriste du 7 octobre. À l'inverse, 62 % l'excluent.

La disposition à manifester contre l'antisémitisme

Question : Vous personnellement, seriez-vous prêt à descendre dans la rue pour manifester contre l'antisémitisme ?

Base : personnes ayant exprimés une opinion



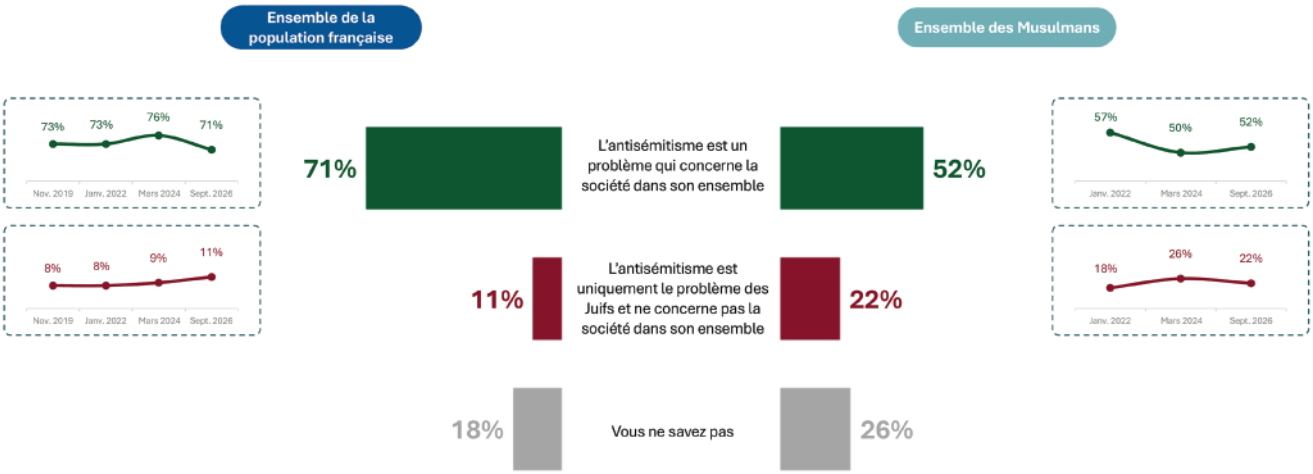
ifop

30

Même si une large majorité (71 %) voit encore dans l'antisémitisme un problème qui concerne la société dans son ensemble, cette part recule de 5 points depuis 2024 et atteint son niveau le plus bas depuis 2019. Dans le même temps, la part de ceux qui considèrent l'antisémitisme comme le seul problème des Juifs n'a jamais été aussi élevée (11 %, contre 8 % en 2019) : une part minoritaire, mais en progression, tend donc à se désintéresser du sujet et à le renvoyer à ceux qui le subissent.

La perception de l'antisémitisme comme un problème de société

Question : De ces deux opinions, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?



ifop

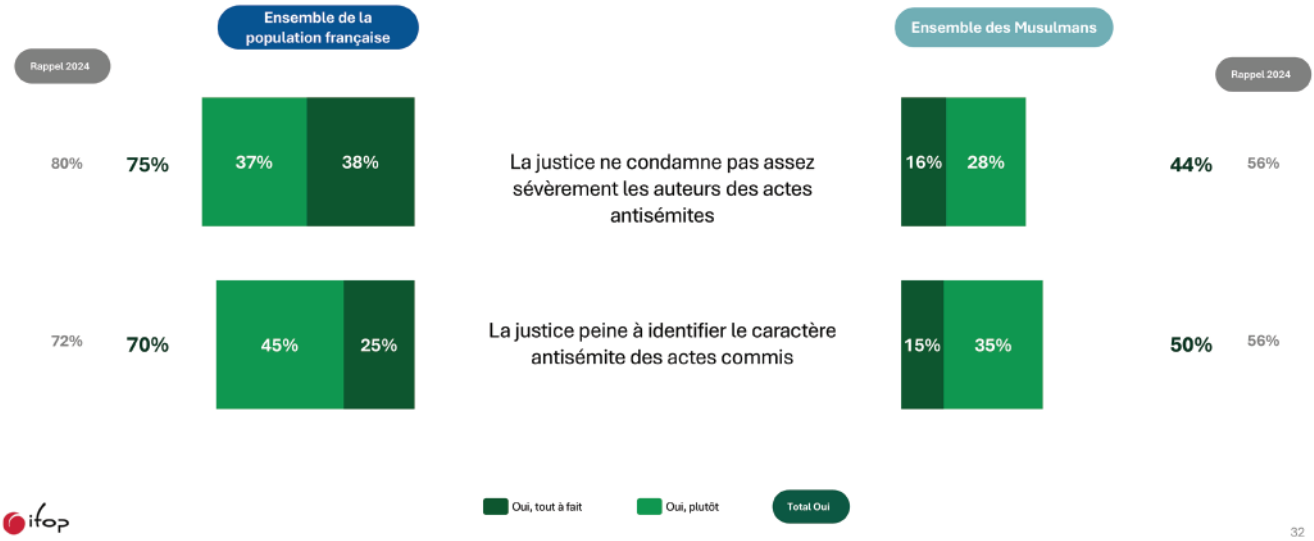
31

3) Face à l'antisémitisme : une exigence de justice

Face à l'antisémitisme, les Français attendent avant tout une réponse pénale. Interrogés sur le moyen le plus efficace de lutter contre l'antisémitisme, ils citent en premier des peines plus sévères pour les auteurs d'actes antisémites (42 % en premier choix, 64 % au total). Cette demande traduit un sentiment d'impunité toujours largement partagé : 75 % des Français estiment que la justice ne condamne pas assez sévèrement les auteurs d'actes antisémites, et 70 % qu'elle peine à identifier leur caractère antisémite. Ces résultats s'inscrivent plus largement dans une tendance globale de l'opinion à souhaiter une sévérité dans la répression de toute forme de délinquance.

Le regard sur le traitement judiciaire des actes antisémites

Question : Concernant le traitement des actes antisémites par la justice, diriez-vous que... ?



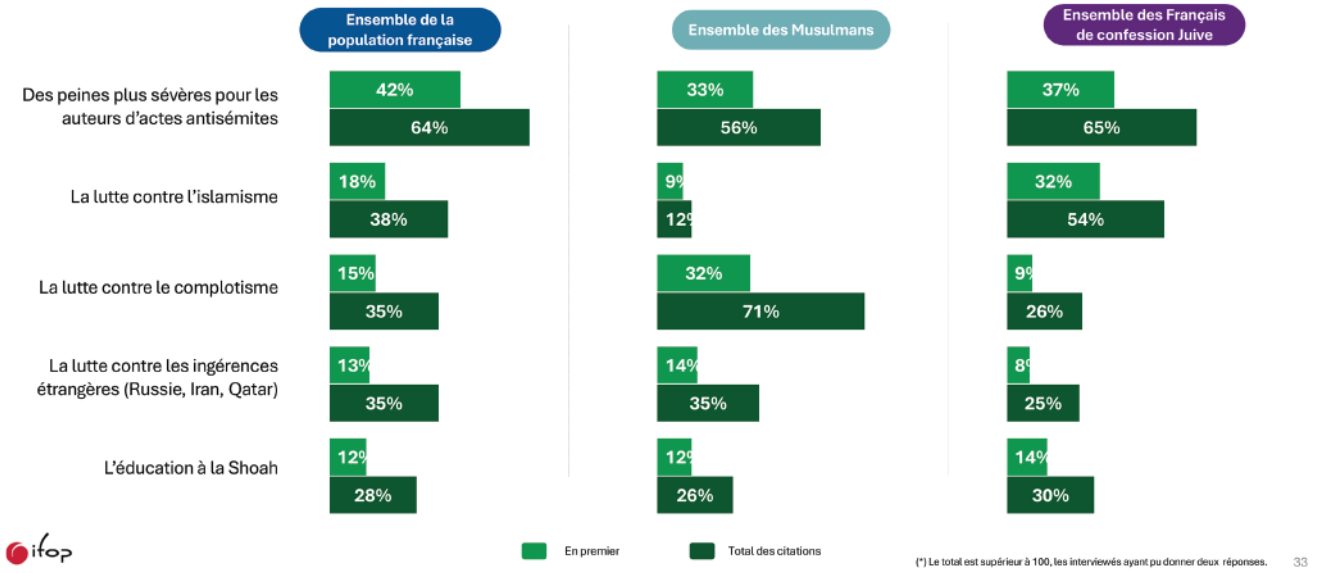
ifop

32

Les outils de prévention recueillent en revanche moins de crédit. L'éducation à la Shoah n'est citée en premier que par 12 % des Français, derrière la lutte contre l'islamisme (18 %), contre le complotisme (15 %) ou contre les ingérences étrangères (13 %). Ce choix n'est pas anodin : d'un côté les Français voient bien que l'antisémitisme dépasse largement la question de l'enseignement de son histoire; de l'autre, l'importance donnée aux sanctions ne doit pas éclipser celle de la prévention et du travail sur les sources de l'antisémitisme : seule la combinaison des deux permettra de faire reculer ce phénomène "multi-séculaire". Or, les deux réponses ne devraient pas s'opposer : c'est leur combinaison qui permettra de faire reculer durablement l'antisémitisme.

Les moyens jugés efficaces pour lutter contre l'antisémitisme

Question : Parmi les réponses suivantes pour lutter contre l'antisémitisme, laquelle vous paraît la plus efficace ? En premier ? En second ?



CONCLUSION

Au terme de cette édition 2027, le constat est celui d'un équilibre fragile. L'antisémitisme s'est inscrit dans la durée : il pèse désormais sur la manière dont les Français juifs vivent, se montrent et envisagent leur avenir dans le pays. Mais, et il ne faut cesser de le rappeler, la société française n'y est pas indifférente. Et c'est là un motif d'espoir. Elle reconnaît le phénomène, et la jeunesse, si elle est la plus exposée aux nouvelles formes d'hostilité, est aussi la plus prompte à s'en indigner. Rien n'est donc irréversible, à condition que ce constat se traduise en actes : une protection effective, une réponse pénale à la hauteur, mais aussi un effort durable d'éducation, là où se forment les représentations.

Reste l'horizon politique. À l'approche de 2027, aucune personnalité n'apparaît aux yeux des Français comme un véritable rempart contre l'antisémitisme, et l'antisémitisme jugé structurant d'un candidat suffit à faire envisager à de nombreux Français juifs de quitter le pays, quand une partie de ses propres sympathisants n'y voit plus un motif de rejet. Les mois qui viennent, marqués sans aucun doute par une campagne présidentielle âpre, voire violente, diront si la lutte contre l'antisémitisme peut encore rassembler ou si elle est devenue, pour de bon, un enjeu partisan. Depuis plus de dix ans, nos enquêtes portent le même avertissement : l'antisémitisme menace les Juifs, mais il révèle aussi les fractures de notre démocratie. La crise actuelle nous place désormais face à cette réalité : l'antisémitisme ne reculera durablement que si la société française trouve en elle-même les ressorts pour résister aux maux qui la traversent. L'idéal républicain veut que la place de chacun dans la nation ne dépende ni de ses origines ni de ses convictions, et jamais du résultat d'une élection. C'est cette promesse que la prochaine campagne présidentielle et le quinquennat qui suivra mettront à l'épreuve.

AJC American Jewish Committee

L'American Jewish Committee (AJC) est une organisation internationale de référence engagée dans la défense du peuple juif et d'Israël.

À travers le développement de partenariats stratégiques avec les décideurs et les acteurs influents du monde entier, AJC œuvre pour garantir la sécurité et l'épanouissement des communautés juives et d'Israël, et lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes.

Présente sur six continents, AJC dispose d'un réseau international sans équivalent, avec 40 bureaux et des partenariats avec des communautés juives dans plus de 110 pays. Elle mobilise les responsables politiques, les acteurs du monde éducatif, les représentants d'autres communautés et les dirigeants économiques afin de promouvoir les valeurs démocratiques, de combattre l'antisémitisme et de renforcer les liens avec le peuple juif et Israël.

Sa branche européenne, **AJC Europe**, est dirigée par **Anne-Sophie Sebban-Bécache** et est représentée en France, en Allemagne, en Italie, auprès de l'Union européenne à Bruxelles, en Pologne, en République tchèque et en Bulgarie.

Face à des défis qui dépassent les frontières, AJC porte une réponse résolument mondiale, fondée sur le dialogue, la diplomatie et la mobilisation de ses partenaires pour construire un avenir plus sûr.

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

AJC American Jewish Committee



En partenariat avec :

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

ifop